

Pax Romana Journal

Mouvement International des Etudiants Catholiques (MIEC) Mouvement International des Intellectuels Catholiques (MIIC)

3

1960

Fundação Cuidar o Futuro



- Eglises modernes en Allemagne
- Le dirigeant
- Coopération inter-africaine

SOMMAIRE

Construire l'Afrique

XIV^e Assemblée du
MIIC 3

Lettres de Bukavu

par le R. P. Dominique
Louis, O.P. 5

Eglises modernes en Allemagne

par Hansjakob Lill . . . 9

L'Attitude spirituelle du dirigeant

par
Maria de L. Pintasilgo 12

Coopération inter-africaine

par le
R. P. Placide Pernot,
O.S.B. 14

Editorial

L'année 1960 sera un peu l'„année africaine” de Pax Romana. Tout comme la fin de 1959 fut essentiellement marquée par notre effort de présence dans le continent asiatique. Notre Mouvement manifeste ainsi l'étendue vraiment catholique, c'est-à-dire universelle, de son intérêt pour les problèmes du monde universitaire et de la vie intellectuelle en général.

En cette année 1960 l'Afrique entière est secouée par la fièvre des grands événements historiques. L'évolution accélérée que l'Afrique connaît depuis quelque temps et qui soulève tous les peuples dans un élan irréprensible vers l'indépendance, est entrée désormais dans une phase décisive. Tandis que la Fédération du Mali, Sierra-Léone, l'Afrique Equatoriale, le Congo, Madagascar et d'autres encore se joignent au nombre des Etats souverains, ces mêmes Etats se réunissent, grâce à l'initiative de l'ONU, dans la Commission Economique pour l'Afrique et s'engagent dans la voie d'une plus intense collaboration internationale.

Lorsque tout un continent s'ébranle ainsi vers une étape nouvelle de son histoire, Pax Romana pouvait-elle demeurer indifférente? Ne pas aller vers l'Afrique, au moment où les chrétiens de ces pays éprouvent le plus grand besoin d'être soutenus par notre amitié fraternelle, c'eût été une infidélité à notre double mission de porter un témoignage chrétien dans tous les milieux universitaires et, pour cela, de stimuler la formation intégralement chrétienne de tous les étudiants catholiques.

La réponse de Pax Romana à l'appel de l'Afrique nouvelle sera également double: pour les étudiants, Pax Romana-MIEC organise un Séminaire, dont le thème sera „L'Etudiant africain et son peuple”, à l'Université catholique Lovanium, de Léopoldville, dans le Congo nouvellement indépendant, à la fin de l'année; pour les intellectuels, Pax Romana-MIIC ira tenir son Assemblée annuelle en terre africaine, à l'Abbaye de Tioumliline, au Maroc, et prendra comme sujet d'études „Le rôle de l'intellectuel chrétien dans la construction de l'Afrique”. Ces deux réunions répondent très exactement à la vocation propre de chaque Mouvement: pour les jeunes, un stage d'études et de formation adressé spécialement aux Africains; pour les aînés, l'occasion d'une réflexion attentive et mûrie sur leurs responsabilités de chrétiens et d'intellectuels, une réflexion dans laquelle Africains et non-Africains doivent se rencontrer. Pour les étudiants, l'atmosphère grouillante d'une université; pour les intellectuels, le recueillement un peu austère d'une abbaye bénédictine.

Nous sommes ainsi pleinement dans la ligne signalée par le Saint-Père Jean XXIII dans son encyclique *Princeps Pastorum*: que les organisations internationales catholiques aident les laïcs africains dans leur formation spirituelle et dans l'étude des problèmes qui se posent à eux.

Responsable: Thom Kerstiëns.

Conseil de Rédaction:

Sir Hugh Taylor, Etats-Unis;
M. Willem P. J. Pompe, Pays
Bas.
R. P. J. Joblin, Bureau Interna-
tional du Travail;
Mme Marisetta Paronetto-Valier,
Italie;
M. Olivier Lacombe, France;
Mlle Thérèse Tran Thi Lâi,
Vietnam;
M. Raymond Derine, Congo
Belge;
M. Gérard Dupriez, Belgique.

Publié six fois par an par le Secrétariat
Général de Pax Romana, Fribourg
(Suisse).

Pour toute reproduction d'article, deman-
der l'autorisation à la rédaction du Journal
de Pax Romana. Mention devra alors
être faite de son origine et un justificatif
nous sera adressé dès parution.

Notre couverture: Herz Jesu
Kapelle, Munich. Architect: Alexander
von Branca. Photo, Ikki Arnold.

PHOTOS

Page 5, Lennart Nilsson; 13, „Africa”
(Irlande); 14 et 15, Vivante Afrique; 16,
Pictorial Press; 17, ONU; p. 19, Unesco-
Laurenza.

Construire l'Afrique



Le sujet d'études de la XIV^e Assemblée plénière du Mouvement des intellectuels, „**Le rôle de l'intellectuel chrétien dans la construction de l'Afrique**”, était en quelque sorte commandé par le fait que cette réunion doit se tenir en Afrique et qu'elle se propose d'apporter à l'édification de la chrétienté africaine quelques éléments constructifs. Le but de l'assemblée n'est autre que celui de préciser en commun quelques-unes des responsabilités qui incombent aux intellectuels chrétiens dans cette Afrique qui est en train de se construire. Et nous pensons évidemment en tout premier lieu aux intellectuels africains eux-mêmes !

Ici, toutefois, une considération préalable s'impose: ce serait une erreur que de créer, pour l'usage de Pax Romana, la notion abstraite d'un „intellectuel” africain — comme d'ailleurs la notion abstraite d'un „intellectuel” tout court, qui probablement n'existe guère non plus dans les autres latitudes. Entendons-nous: lorsque nous parlons d'„intellectuels” nous voulons signifier des hommes et des femmes, d'une catégorie sociologique parfaitement déterminée. Ce sont ceux — ou celles — qui ont fait leurs études dans une université ou qui exercent une profession dont la vocation particulière est de travailler avec l'intelligence. Il est sûr que dans le travail de toutes les professions l'intelligence a sa part: celui qui travaille avec ses mains a besoin de se diriger intelligemment dans son ouvrage et beaucoup d'entre nous, s'ils sont artistes ou s'ils sont chirurgiens par exemple, ont bien besoin de savoir se servir de leurs mains. Mais il demeure que l'essentiel de nos professions est qu'elles s'exercent avant tout par l'intelligence et qu'elles exigent une longue préparation intellectuelle dans les universités.

Il n'y a rien d'abstrait, en ce sens, dans le concept que nous nous faisons d'un intellectuel. Ce sont des personnes concrètes, de formation universitaire et de profession libérale, celles que Pax Romana appelle à l'apostolat. Et Pax Romana les appelle parce que cette formation et leurs professions intellectuelles leur imposent des responsabilités très concrètes dans l'Eglise et dans le monde. Dans le cas de l'Afrique, ce sont au surplus des jeunes — car il n'y a pas longtemps que des Africains accèdent à l'éducation supérieure. Et leurs responsabilités sont plus grandes encore que partout ailleurs — car dans leur jeunesse même ils sont appelés

à prendre les postes de direction dans leurs communautés nationales ou locales.

Tels sont les hommes de culture africains auxquels se réfère le thème d'études de Tioumliline. Mais quel est donc le rôle dévolu à ces hommes de culture, s'ils sont chrétiens dans la construction de l'Afrique? Quels problèmes sont à envisager sous l'épigraphe de notre assemblée? Il est difficile de s'en rendre compte si on n'est pas soi-même Africain. Et ce serait lamentable de tracer un cadre de pensée purement occidental pour l'Assemblée. C'est pourquoi une réunion préparatoire s'est tenue à Paris les 19 et 20 mars, au Centre Catholique des Intellectuels Français, avec un grand nombre de prêtres et de laïcs africains. Le plan de travail approuvé ensuite par le Conseil de Pax Romana-MIIC nous a été largement inspiré par ces discussions.

Le premier point doit être, de toute évidence, la **participation des intellectuels à l'implantation de l'Eglise en Afrique**: „La catholicité est la note essentielle de la véritable Eglise — écrit S. S. Jean XXIII dans *Princeps Pastorum* — à tel point qu'un chrétien ne serait pas vraiment attaché à l'Eglise s'il n'était pas vraiment attaché à son universalité, en désirant que l'Eglise s'implante et fleurisse sur tous les points de la terre.”

Mais cette implantation ne se fera pas sans une coopération active des hommes de culture. L'Eglise, parce qu'elle est transcendante à toutes les civilisations, ne peut s'identifier à aucune et demande à s'incarner en toutes, en assumant pour sa vie propre les ressources que chacune lui offre. Il y a dans l'Eglise des virtualités qui attendent pour se manifester l'apport original des cultures africaines. Une telle oeuvre doit se faire par une collaboration intense du clergé et du laïcat universitaire en Afrique, en vue de l'étude approfondie des cultures autochtones, pour travailler fructueusement à la christianisation de leur milieu. Et pour préparer cette oeuvre, il nous faut savoir si et dans quelle mesure l'homme de culture en Afrique éprouve l'attrait de l'Eglise, quelles sont ses difficultés et quelles sont en réalité sa formation et son information (problèmes de la formation religieuse, déontologique, philosophique, etc.).

Pour citer encore une fois sur ce point capital l'autorité du Saint-Père, rappelons ici la lettre de



S. S. Jean XXIII aux réunions de Pax Romana à Manille: „Aujourd'hui c'est à vous que revient pour une part la tâche importante de traduire (1e) message de vérité et d'amour en des formes appropriées à l'âme orientale. Sachez que Nous estimons ce travail capital pour l'avenir du catholicisme”.

Notre deuxième point sera la **coopération des croyants et des non-croyants dans l'édification des communautés africaines**. Nous passons ici du domaine spirituel, propre à l'Eglise, à celui des choses de ce monde et de l'attitude qu'il convient au chrétien de prendre à leur égard. Deux faits ici s'imposent: le premier est que dans les pays l'Afrique les catholiques constituent une minorité — parfois même une minorité infime — parmi leurs concitoyens; le deuxième est que dans le moment présent les populations des pays africains sont unanimement soulevées par une foi totale dans leur avenir — politique surtout, mais aussi social, économique et culturel. Dans ces conditions, nul ne saurait douter du devoir des chrétiens de se mettre au service de leur pays, sur tous ces plans. L'Episcopat l'a souvent rappelé, d'ailleurs, en Afrique même: „Il faut que chaque individu, selon ses capacités, participe à la gestion des affaires de l'Etat, depuis le simple devoir de voter jusqu'à l'exercice direct du pouvoir politique” (Déclaration des Evêques de l'A.O.F. en 1955). Et ce qui est vrai du plan politique, l'est à plus forte raison des autres plans. Avec comme conséquence le problème très sérieux de la participation des catholiques dans les partis politiques, dans les syndicats, dans les corporations économiques, dans les écoles, dans les universités, dans la presse, etc.

Or, cette indispensable présence des catholiques **en tant que citoyens** dans la vie de leurs pays respectifs, ne manquera pas d'avoir des repercussions sur leurs devoirs religieux et moraux **en tant que catholiques**. Et vice-versa, leur attitude de catholiques doit s'épanouir dans les vertus propres de la morale sociale, aujourd'hui menacées par tant de dangers: abus de pouvoir, corruption administrative, injustice économique, arrivisme, désir de jouissance, etc. Ensuite de quoi il y a tous les problèmes techniques de l'organisation du pouvoir politique (problème du régime „fort”), de la planification économique, de la transformation sociale (problème des concentrations urbaines etc.), du développement culturel (problème des nouvelles écoles et universités) et tant d'autres, dans lesquels sans aucun doute les principes chrétiens peuvent seuls inspirer des communautés respectueuses du bien commun, de la liberté, et de la dignité de la personne humaine.

Dans le troisième point, **les effets du développement technique sur l'âme africaine et le rôle du chré-**

tien dans la sauvegarde des valeurs humaines, nous quittons le terrain des principes normatifs pour nous engager dans celui des conséquences effectives du bouleversement des structures traditionnelles africaines qui est déjà en train de s'accomplir.

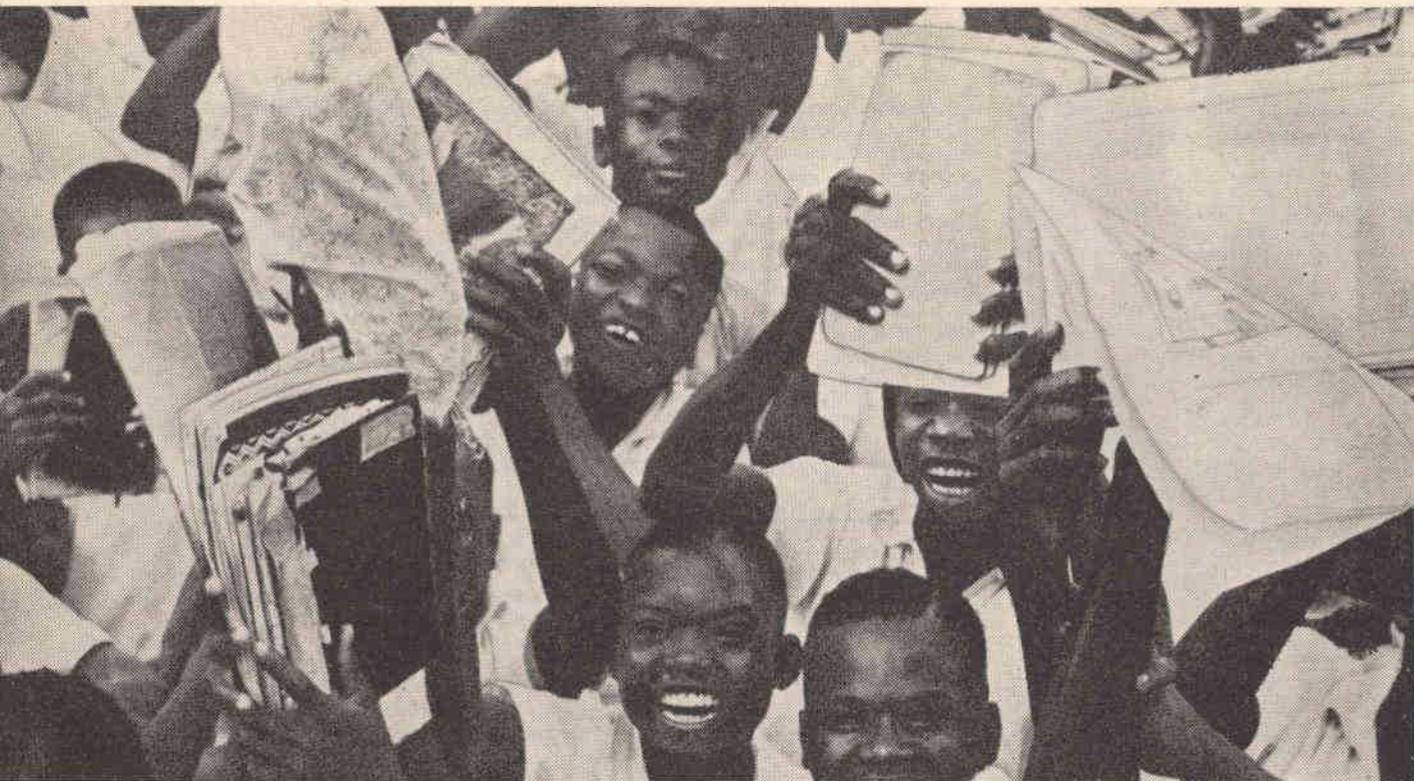
Il se produit actuellement en Afrique — chacun le sait, par la simple lecture des journaux, — un phénomène d'irruption brutale, parce que manquant de préparation et excessivement rapide, de la technique occidentale. Les conséquences sont immenses et dans leurs effets derniers encore incalculables. Les milieux de vie traditionnels (villages de brousse, structure des tribus) craquent partout, ébranlant l'âme traditionnellement religieuse des populations. Tandis que le progrès technique fait naître un grand espoir, par l'augmentation du niveau de vie, par l'amélioration des conditions d'hygiène, par la possibilité accrue d'établir des contacts et d'acquérir des connaissances. Faut-il que ces transformations aboutissent fatalement à la perte de tout sens spirituel, à un matérialisme de fait et même de doctrine, analogue à celui qui sévit dans les pays communistes — ou, hélas, dans les pays non-communistes d'Occident ?

C'est aux chrétiens qu'il appartient de sauver, et pour toujours, les valeurs propres de l'esprit. Non seulement les valeurs surnaturelles dont ils sont les dépositaires par une divine révélation. Mais aussi les valeurs propres d'une spiritualité purement naturelle; les valeurs de générosité, de fidélité, d'honnêteté, de simplicité, de goût pour la beauté, dont l'âme africaine a toujours été si riche. Et c'est aux chrétiens parce que eux seuls peuvent affirmer la valeur positive des progrès techniques, comme de toutes les réalités terrestres créées par Dieu, et le prix inestimable de la personne humaine, vouée à une destinée immortelle.

Voilà les trois points qui intègrent fondamentalement notre sujet. On aurait pu en choisir d'autres. Ceux-là sont suffisamment vastes — ne le seraient-ils pas trop ? — pour nourrir nos trois jours de discussions, après les exposés d'introduction pour chaque point.

Le rédacteur de cet article, malgré tout l'amour qu'il porte à l'Afrique, n'en est pas moins un Européen. Le plan tracé n'est pas le sien, mais le résultat d'un travail d'équipe — européenne elle aussi. Le seul désir des responsables de Pax Romana est de soumettre toute la problématique évoquée à nos amis d'Afrique pour que, d'une commune confrontation, jaillisse davantage de lumière. Et que le Saint-Esprit accorde à nos travaux le secours de Sa lumière incréée !

R. S. F.



Lettres de Bukavu

par le R. P. Dominique Louis O.P., Bukavu, Congo



.... J'ai été dimanche à la fête de St. Nicolas à l'Athénée. Les étudiants présentèrent quelques productions et ce n'était pas mal du tout. Mais ce matin St. Nicolas (le misérable) a passé par ici. Le capot de la nouvelle VW était ouvert et l'on avait sectionné la conduite d'essence du carburateur. Était-ce par ressentiment? Était-on mécontent de voir le père au milieu des Africains? Jusqu'à maintenant, à part ceux de la mission (pardon, de la paroisse, nous n'avons pas été longtemps des missionnaires) personne n'avait osé ouvrir un couvent en plein quartier indigène. César, l'ami du Père Réginald nous avait averti: bien qu'une grande partie de la population nous accueillerait avec joie (et nous en avons eu la preuve) il y a cependant un certain nombre de gens qui en ont assez de voir les Pères et qui nous sont franchement hostiles. Je suis content que cela me soit arrivé aujourd'hui plutôt que dans un mois ou deux, où nous aurions été tout étonnés d'avoir commis un impair....

(décembre 1959)

J'ai célébré pour la première fois la messe dans notre nouvelle chapelle. Il y avait au moins trente cinq personnes qui y assistaient, parmi lesquelles on comptait un bon nombre d'„évolués". Je leur dis quelques mots sur les buts de notre couvent et leur parlai du mystère de l'Avent, je leur dis aussi avec quelle fer-

veur nous espérons être les instruments de leur salut et de recevoir le Christ, et qu'il soit encore reçu par un plus grand nombre.

Mois après mois, lettre après lettre, le tableau de la vie quotidienne de trois dominicains suisses dans un poste de mission récemment ouvert à Bukavu se précise. Mis à part notre intérêt pour chaque front où se livre la bataille pour l'Afrique, nous aimons être renseignés sur la situation, les impressions et les activités de notre ancien aumônier, le Père Louis, qui partit pour Bukavu le mois de septembre dernier.

Bukavu, politiquement parlant, est le chef-lieu de la province Kivu, du Congo Belge. Au point de vue ecclésiastique, cette ville forme un archidiocèse qui couvre une superficie à peu près égale au tiers de la Suisse. Sur la carte, il représente tout le territoire compris entre le lac Kivu et le lac Tanganyka, et la portion de terrain allant à l'Ouest de la rivière Ruzizi, rivière qui relie ces deux lacs....

On ne compte que 6500 Européens sur une population de 640.000 habitants. Les Africains représentent différents groupes ethniques: Bashi, Bavira, Bahacu, Bafulero, Barundi, Warega, etc. Les dernières statistiques indiquent comme suit la répartition des religions:

Animistes	280 512
Catholiques	234 061
Protestants	26 324
Islam	2 349
Autres	229

Il y a quinze postes de missions auxquels s'est ajoutée l'année passée le couvent dominicain du Bienheureux Martin de Porrès, dont la direction a été confiée au Père Louis. Il y a à peu près une mission pour 49 252 habitants, et chaque poste de mission couvre en moyenne 952 km². 43 prêtres, parmi lesquels 14 séculiers et 14 frères européens et africains travaillent à la mission. 51 prêtres et 69 frères travaillent pour les services d'intérêt général comme l'école, l'Action Catholique, la radio. L'archidiocèse compte en outre 99 soeurs européennes et 38 soeurs congolaises.

De nouveaux extraits des lettres du Père Louis donneront une idée du combat qu'il faut livrer, face à une opposition païenne décidée qui lutte contre la religion: Je ne crois pas pour le moment du moins, à une explication sanglante entre Noirs et Blancs. Des combats entre tribus sont plus probables. L'Eglise est à un tournant décisif de son histoire ici, tout dépend de ces deux prochaines années. Dans le Ruanda les événements ne tournent pas au mieux. On a jeté des grains de chapelet à la tête des missionnaires. Des communistes blancs sont certai-

nement à l'oeuvre en Afrique à l'heure actuelle et les Africains sont très méfiants. Il semble cependant qu'en ce moment nous avons bonne presse (30 octobre 1959).

Plus tard, à la veille de l'Indépendance, la tension augmente et cela se répercute sur tous les champs d'activité du missionnaire — et même dans la vie de tout le monde au Congo.

... Les événements se précipitent. Des hommes de toute tendance travaillent frénétiquement pour tirer profit de la période à venir. Les Congolais qui cherchent obstinément autre chose que ce que les colons leur ont apporté sont tentés de jeter par dessus bord tout ce qui représente la Chrétienté. Si nous n'agissons pas, si nous restons inactifs, si nous ne sommes vraiment pas présents partout, les communistes prendront certainement du terrain, surtout qu'ils ont à leur disposition des moyens financiers qui nous mettent hors de course....

... Comme la situation politique, l'atmosphère devient de plus en plus tendue. Les Européens sont extrêmement nerveux, trop nerveux même, serais-je tenté de dire. Il est vrai que nous allons vers des temps difficiles; que se passera-t-il lorsque l'administration passera dans les mains des Congolais, qui ne sont pas tous prêts pour cela? D'aucuns pensent que la Belgique s'en va trop précipitamment, avant le moment opportun. Beaucoup d'Européens plient bagages, plus de 2000 sont sur le point de quitter Bukavu, ce qui doit impliquer que 1500 à 2000 autres n'ont plus de travail. Je préfère le comité, composé d'Européens et d'Africains, qui est en train de préparer les lois, de mettre sur pied des manifestations pour éviter que le bon peuple ne sacrifie trop à l'alcool le grand jour venu — encore que l'on ne puisse guère être optimiste (avril 1960)

Il y a une organisation pour le Congo de demain qui groupe quelques personnes ici et là, Africains évolués et Européens. Nous autres, en tant que Suisses, avons été priés de prendre part à diverses commissions. Ce que nous pouvons apporter, c'est notre conception de la vie démocratique et l'expérience héritée d'une éducation civique et démocratique. L'Evêque et le Gouverneur lui-même nous reçoivent de temps en temps. En ce moment, les socialistes et d'autres groupements ont entrepris une campagne pour obtenir des subsides pour la jeunesse; si cette aide n'est pas bien dirigée....

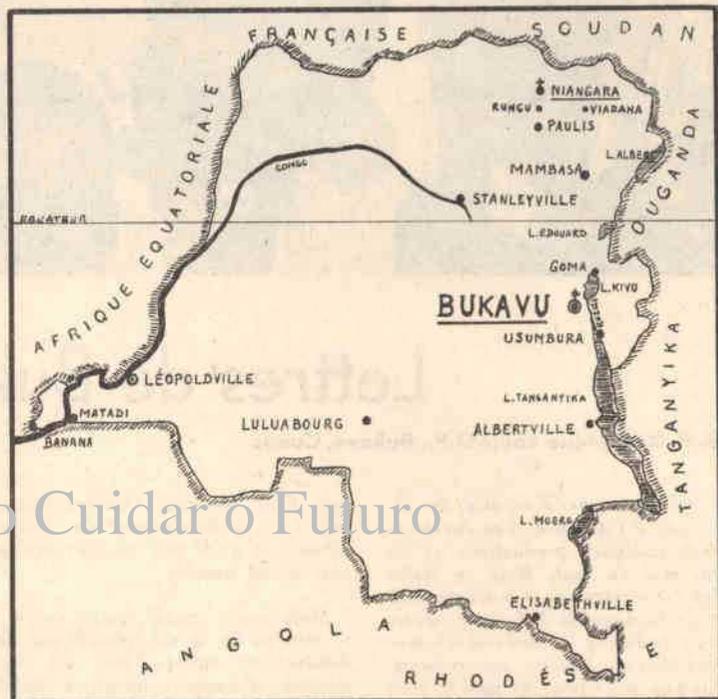
... Avant d'aller prêcher à la messe du soir, j'aimerais bien un peu briser mon long silence. J'entends des rumeurs venant de la place où se tient un meeting politique. Les Communistes sont puissants. Ces derniers mois avant l'Indépendance, au moment où l'on revoit chaque chose dans l'optique des élections et de la Constitution, ils ont lancé une offensive de calomnies et de critiques, excitant le peuple à se dresser contre tout ce qui vient de l'Occident, donc aussi contre l'Eglise. La tactique qui pour eux représente le fin du fin est d'essayer de diviser

les Africains entre eux. La semaine dernière ils ont constitué un syndicat pour les seuls ouvriers, en excluant les employés et le corps enseignant. Ce qui est intéressant c'est que plusieurs Africains viennent à nous pour nous demander conseil, pour rédiger des statuts, etc. Nous devons faire attention pour ne pas prêter le flanc à de nouvelles critiques contre l'Eglise, il y en a assez aujourd'hui et beaucoup sont hélas justifiées. Les „évolués” sont des gens raisonnables, mais pour la classe moyenne et le petit peuple, l'Indépendance signifie pour eux un total abandon, une reprise en main par eux-mêmes de tous les postes, ce qui serait une véritable catastrophe. Ces gens sont obnubilés par

disaient: „Nous pouvons enfin parler avec vous, vous ne pouvez pas nous renvoyer...”

Le Père Réginald et moi donnons des cours à l'Athénée. Il y a 750 élèves, filles et garçons, tous Congolais, répartis dans douze classes, 6 classes primaires et 6 classes secondaires. Les maîtres représentent différentes tendances et très peu sont des Africains. Je donne 30 cours de religion par semaine, ce n'est pas une petite affaire je vous l'assure, mais ainsi nous gagnons de quoi vivre.

Les étudiants, à l'Athénée, ont la possibilité de choisir entre un cours de religion ou un cours de morale, et l'on a ainsi



CONGO

l'idée de l'Indépendance et de la liberté.

Je crois que le Gouvernement belge récolte aujourd'hui le fruit de sa politique, qui fut de maintenir sa colonie dans un état de médiocrité. On a fait un grand effort pour l'éducation primaire il est vrai, mais les efforts s'arrêtent là (et je suis sûr que c'était volontaire) ce qui a pour conséquence que des gens extrêmement capables restent prisonniers de leur ignorance.

Lorsque nous sommes arrivés ici, il n'y avait ni école ni paroisse. Avant que nous sachions ce qui arrivait, nous trouvâmes 250 jeunes gens à notre porte qui voulaient s'inscrire (aujourd'hui encore ils s'en présentent beaucoup, mais tout de même pas en si grand nombre). Il était inutile de vouloir leur faire entendre raison, ils sont très susceptibles et il faut se montrer aimable avec eux. Ils nous

l'occasion de faire du bon travail. On rencontre de la compréhension de leur part et j'ai eu la joie d'être choisi par quelques élèves qui s'étaient inscrits au cours de morale pour être leur professeur; il y a des catholiques mais aussi des Orthodoxes et même des Musulmans. Il me semble qu'ils sont très contents, mais je vous assure que c'est tuant. A l'école primaire on compte en moyenne des classes de 40 à 45 élèves entre 6 et 12 ans. Pensez un peu aux prouesses d'imagination qu'il faut déployer pour les garder tranquilles....

Père Réginald a monté un cinéma; avec les entrées et d'autres donations nous avons pu offrir un enseignement correspondant au certificat de fin d'études à une trentaine d'étudiants qui sans cela auraient dû être congédiés. Il y a beaucoup d'étudiants du Ruanda qui ont tout perdu à l'époque des troubles.

Grâce encore au Père Réginald, 13 étudiants sont nourris et logés dans le hall d'un de nos bâtiments et dans une petite maison qui lui est contiguë, que nous avons pu louer pour un prix raisonnable. Cela nous fournit l'occasion de faire leur connaissance et de leur donner un peu de formation. Plutôt que d'argent, c'est de locaux dont vous avons besoin pour mener à bien cette tâche.

Le Père Réginald a en tout cas beaucoup de succès avec ses cours du soir destinés aux évolués. Ces cours nous mettent en contact avec une centaine de personnes qui viennent pour engager des discussions. Nous sommes arrivées à persuader plusieurs d'entre eux d'écrire des articles, ce qui nous permettra peut-être un jour de lancer une sorte de revue sociale. C'est vraiment émouvant de voir ces hommes qui viennent nous donner le résultat de leurs recherches et d'avoir des discussions avec eux. Il y a parmi eux des gens de grande valeur. Les rapports avec eux nous donnent un aperçu qui n'a rien de livresque sur la mentalité africaine. Je dois cependant avouer que j'ai lu deux fois entièrement le livre du Père Tempels sur la „Philosophie Bantu”. Ce n'est pas toujours facile de les comprendre avec notre philosophie; ce n'est pas impossible, on le peut et c'est même fascinant, mais cela suppose que l'on y consacre quelques nuits.

Le problème social No. 1 aujourd'hui est le chômage et l'oisiveté forcée qui affectent un très grand nombre de jeunes garçons entre 15 et 20 ans qui ne trouvent pas de place dans les écoles. Ces gens errent dans les rues la journée et chaque jour voit leur misère et leurs ressentiments augmenter. Nous sommes en train de voir ce que nous pouvons faire car cette situation fait mal au cœur. Ce qui me choque profondément est de voir des Européens qui sont là depuis 5, 10 ou 15 ans (et surtout ceux qui sont instruits) qui ne conçoivent pas l'Africain autrement que comme un boy. Ils furent étonnés d'apprendre l'autre jour que je consacrais ma seule soirée de libre du vendredi à donner à un groupe de quinze Congolais un cours de sociologie. Et lorsque je leur appris que ces gens posaient des questions très pertinentes, il me fut répondu: „Mais c'est impossible, Père”.

Notre crédit s'affermi auprès d'eux lorsqu'ils voient la confiance et la patience que nous avons pour eux. L'autre jour un Africain m'a dit: „Père, c'est la première fois qu'un prêtre m'a dit de m'asseoir”. J'ai pris des renseignements ici et là et force m'a été de constater que c'était vrai. C'est incroyable!

A Kadutu (quartier africain de Bukavu) où nous sommes, le curé est congolais et nous sommes bons amis. Il a 37 ans, c'est un homme extraordinaire, très équilibré et au jugement sûr. Nous travaillons la main dans la main. Depuis sa nomination l'atmosphère a changé et les jeunes filles et les femmes sont sorties de leur torpeur; elles ont exprimé le désir d'avoir des cours préparatoires au mariage, sur la spiritua-

lité de l'amour humain, etc., quant à leur situation elle est très dure et très précaire, sujette au caprice masculin.

Je tiens à vous dire que nous sommes heureux, la santé est bonne, le climat est très bon. Le lac est magnifique mais nous n'avons guère le temps d'en profiter — bien que ce serait une excellente manière de garder notre équilibre!

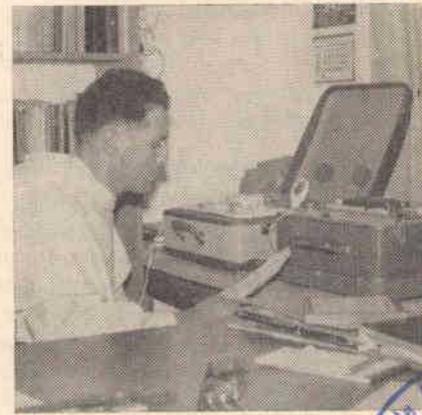
(mai 1960)

Le Père Louis et le Père Wildiers reçoivent de tout côté des demandes de services. Lorsque ce n'est pas un mouvement de jeunesse un peu remuant qui a besoin d'une ferme main directrice, c'est l'IRSAC, centre de recherches scientifiques qui aimerait trois ou quatre conférences. Retraites, journées de récollection, cours de formation pour la JOC, choix de lectures pour les mouvements de famille, demandes d'adresses de différentes sociétés, cela ne cesse jamais et laisse un temps restreint pour les visites personnelles ce qui aussi une chose importante. Les Européens aussi les sollicitent et dans ce cas comme dans bien d'autres les Pères Blancs sont de précieux auxiliaires pour nos deux dominicains. L'année prochaine, le Père Louis lachera certains cours à l'école primaire et donnera des cours secondaires à l'Athénée de Baghira, ville proche de Bukavu. Cela lui donnera l'occasion de prendre contact avec les élites congolaises de demain. L'organisation de la radio religieuse qui jusqu'ici était dans les mains des Jésuites a passé maintenant dans celles des Dominicains suisses.

Travailler pour la radio demande beaucoup de temps, une heure d'émission représente une préparation énorme. Il faut d'abord s'arrêter sur le choix du sujet, puis le traduire en swahili, il faut ensuite répandre aux questions que l'on nous a envoyées, trouver une ligne directrice, se tenir à quelque chose de solide. Pour le moment nous avons assez de sujets pour aller de l'avant. Le danger est de ne pas rester dans une ligne purement chrétienne. Il faut en tout cas compter avec 7 à 8 heures de préparation et tout cela pour l'instant sans rémunération; cela va à l'encontre du proverbe qui dit „Pas d'argent, pas de Suisses”.

Nos cours pour „évolués” donnent de très bons résultats et j'ai eu la grande joie d'apprendre que le groupe qui j'avais réuni une fois par semaine depuis le mois de novembre pour des leçons de sociologie, avait été choisi presque en bloc pour suivre un cours spécial de six mois en Belgique. Cela me privera de quelques très bons amis, mais je suis content pour eux. Nous attendons quinze bourses pour l'année prochaine; c'est très bien mais les Russes en fournissent 14 000 chaque année pour les pays sous-développés.

Pour être franc, mis à part le fait que nous avons du travail pas dessus la tête, je me sens un peu trop étranger. C'est peut-être une bonne chose en ce sens que cela me fait voir les choses clairement. C'est parfois dur et comme toujours nous



Le P. Louis prépare une émission de radio



devons d'abord réconforter les autres. Mais l'esprit de la communauté est très bon. Il me tarde parfois d'avoir une conversation avec des gens de Fribourg, mais c'est un beau sacrifice à faire.

Il est impossible de vous parler de tout cela en quelques lignes. En bref: chaque décision que nous devons prendre nous trouve en face de problèmes qui ne sont pas toujours aussi importants que délicats. Chaque chose ici frise le point d'ébullition et il n'est pas toujours facile d'avoir une vue exacte de la situation. Toutes les institutions sont ici pénétrées par un paternalisme tenace, même l'Eglise ou du moins certains de ses membres sont contaminés. On se méfie des Africains et quoique cette incompréhension doit être abolie il faut avouer que ce n'est pas un petit travail. Il me semble que nous avons assez bien travaillé. Notre vie simple et pauvre, notre accueil à chacun, le sourire du Père Réginald et du Père Wildiers en sont la cause. Nous avons soigné quelques enfants et leur parents nous en sont reconnaissants. Nous essayons d'être présents partout, car le peuple attache beaucoup d'importance à cela. Souvent aussi les missionnaires sont chargés dans les villes de tâches administratives écrasantes, statistiques, etc., et ils reçoivent les visiteurs derrière un bureau couvert de paperasses... Ils n'en peuvent rien et souffrent eux-mêmes de cet état de choses. Terminons en révélant une nomination flatteuse. Un Syndicat national Congolais s'est installé à quelques pas de nous; ses intentions ne doivent pas être des plus pures. Le Syndicat Chrétien est en train de son côté de se fixer juste en face de notre couvent. Il y aura un hall pouvant contenir 200 personnes et dont nous pourrions aussi disposer. Le Père Réginald a été nommé aumônier du Syndicat Chrétien. Chaque fois qu'il n'aura pas la classe, il devra faire un tour dans la province de Kivu. C'est le moment! Les autres sont en train d'arracher les gens au Christianisme...

(juin 1960)

Nous nous engageons

Le Congo marche à grands pas vers son indépendance. Il faut s'en réjouir. Ainsi pensent plusieurs étudiants (de l'Université Lovanium, Congo), désireux de rester après leurs études dans ce pays où ils ont connu leurs premières années de vie consciente et personnelle, celles de leurs études universitaires.

Nous voulons nous désolidariser des mauvais prophètes.

Nous refusons cette attitude qui n'est pas seulement sotte mais qui est indigne de nous, indigne d'universitaires en tout cas: personne n'a le droit de juger d'avance que „ça ira mal”, plusieurs mois avant de donner aux chefs réels de ce pays la possibilité de diriger leur peuple.

Notre optimisme n'est pas de commande. Nous voulons dire qu'il est la seule règle de conduite digne et féconde, la seule permettant l'épanouissement des générosités individuelles, la seule aussi qui dirige vers le bien ce sens de l'aventure que l'on dit propre aux jeunes.

Ce n'est pas le goût de risque en soi qui nous anime, mais bien le refus de laisser tomber les bras par crainte ou indifférence.

Tous nous sommes d'accord pour affirmer :

1. que la perfection n'est nulle part; elle ne sera au Congo ni plus ni moins qu'ailleurs; la perfection est de la vouloir de toutes ses forces;
2. que le bonheur c'est d'en donner (dixit St. François);
3. que le bonheur des peuples revient aux peuples, celui des individus aux individus.

Nous étudiants européens qui signons cet article, sommes convaincus, chacun en particulier, que la vie nous rendra ce que nous aurons donné.

Sans croire **a priori** que les chefs congolais seront meilleurs ou pires que d'autres, nous sommes convaincus que l'accueil que nous fera ce pays sera à la mesure de notre générosité, de notre discrétion, de notre désintéressement, et que l'accueil pourra se faire mieux que jamais parce qu'il sera libre; nous savons que le conquérant sera traité en conquérant, le marchand en marchand, l'ami en ami, et qu'il tien à chacun d'être un ami et un ami heureux.

Nous voulons répondre, comme s'il était adressé à tous ceux qui vivent en pays étrangers, à l'appel que lançait naguère l'Evêque d'Alger aux Français d'Algérie: „Mes amis, la seule attitude digne de nous est de nous considérer comme les hôtes de ce pays: répondons à l'hospitalité de ce peuple”.

Nous demandons au Congo l'hospitalité, parce que c'est ici que nos consciences se sont éveillées, parce que c'est ce pays a le plus besoin de notre concours. Nous ne nous croyons ni supérieurs, ni plus malins que d'autres. L'aide que nous apporterons sera à la mesure de nos forces, nous nous y engageons solennellement.

Plus précisément puisque nous voulons travailler pour le bien de ce pays devons, semble-t-il, énoncer clairement nos positions. Nous osons les formuler ainsi:

„Les soussignés qui forment un certain nombre des étudiants européens de Lovanium, nés au Congo ou venus récemment, fils de colons, d'agronomes, de fonctionnaires, de professeurs, de médecins, d'avocats, d'ingénieurs, etc.; divers aussi par leurs opinions, philosophiques ou religieuses,

„désireux de vivre au Congo parce qu'ils pensent sincèrement que leur place est ici, persuadés que les esprits et les coeurs doivent se transformer avant d'y être forcés par les institutions,

„certains que leur dignité d'homme exige un minimum d'enthousiasme et de générosité,

„convaincus que le passé est passé et que l'avenir seul doit les préoccuper,

„conscients de leurs faiblesses comme de leur idéal, de la gravité aussi de leurs responsabilités aux yeux de tous,

„estimant que l'égalité et la liberté des peuples et des individus ne peuvent que vivifier et épanouir l'humanité, et que par conséquent, le 30 juin 1960, jour de l'indépendance officielle du Congo, sera pour eux comme pour les Africains, le début d'une histoire qu'il ne tient qu'aux hommes de rendre humaine,

„fermement attachés à l'idée que les engagements qu'ils prennent ici ne peuvent rester de pure forme et prêts à y être confrontés chaque jour de leur existence,

„S'ENGAGENT SOLENNELLEMENT à servir le Congo de tout leur coeur, à mettre à son service leur idéal d'hommes libres et conscients, par la probité de leur vie professionnelle, par leur enthousiasme et leur optimisme,

„s'engagent par conséquent à lutter de toute leur âme pour sortir de leur tour d'ivoire et s'intéresser aux autres,
 „s'engagent en outre à consacrer toutes leurs énergies à faire partager cet enthousiasme par tous ceux qu'une crainte excessive de l'avenir paralyse,
 „s'engagent à faire connaître en Europe et ailleurs les besoins du Congo en techniciens et en capitaux, montrant par l'exemple qu'il y a moyen de vivre au Congo une belle vie, à la condition d'y mettre un peu d'imagination, d'homour et de bonne volonté,
 „s'engagent à aider la promotion de l'homme là où ils le peuvent, chacun à sa place; cette promotion de l'homme, ils la veulent totale: que tous soient réellement libres, qu'on donne à chacun les conditions de la liberté: que l'élévation du niveau social et culturel des populations travailleuses soit donc accélérée et que chacun pense d'abord aux plus humbles, et à soi en dernier lieu,
 „font confiance aux futurs élus du peuple parce que c'est la seule attitude réaliste et valable,
 „sont certains que ces dirigeants, les premiers d'un pays enfin libre, feront tout pour prévoir et répondre aux aspirations légitimes de leur peuple et de tous ceux qui sont prêts à servir le Congo,
 „précédant lois, décrets et autres actes officiels, ils présentent au peuple congolais leur amitié, certains de la voir acceptée, car ce sont des hommes libres qui s'adressent à d'autres hommes libres....

Paul Lambert, Pierre Thiran, Thérèse Ronsse, Francis Hebrant, Jojo Collaris, Michel Verwilghen, Raymond Van Collie, André Bol, Monique Dagnelie, Marie-Paule Bol, Jean Nicolas, et bien d'autres encore qui sont de coeur avec nous, mais qui n'ont pu être touchés.

(tire de „Présence Universitaire”, Organé des étudiants catholiques du Congo et du Ruanda-Urundi, No. 3, avril 1960).

Assemblée Interfédérale du MIEC

Lisbonne (Portugal)

10—21 août 1960

Fundação Cuidar o Futuro
 Séminaire de Formation

Thème: „A la recherche d'une conscience internationale”

Le thème sera traité comme suit:

„Place spéciale de l'étudiant dans le Corps mystique du Christ”.

Symposium sur le travail à accomplir par les fédérations nationales d'étudiants catholiques pour donner à leurs membres une conscience internationale.

„Services de Pax Romana à la fédération, au plan international”.

„Objectifs et buts de Pax Romana”.

Partie administrative du 16 au 21 août

- Rapport du Président et du Secrétaire général
- Relations internationales
- Programme d'Action
- etc.

Les frais de participation comprenant le logement, le séjour, le pèlerinage à Fatima, s'élèvent à environ \$ 30.000 par personne. Les inscriptions doivent être adressées à M. Joao Vaz Serra de Moura,

R. Forno Tijolo, 36 — 4^e,
 Lisbonne 1, Portugal.

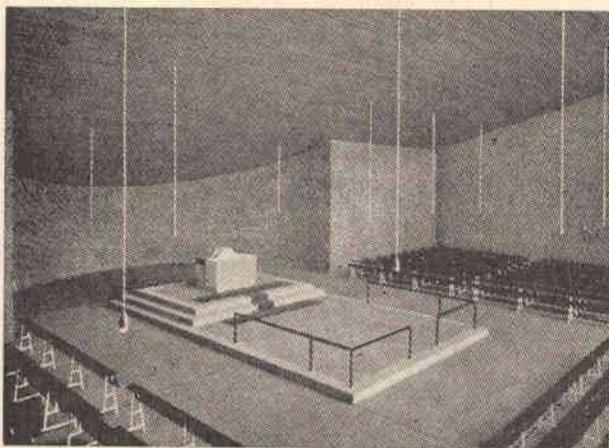


Eglises modernes en Allemagne

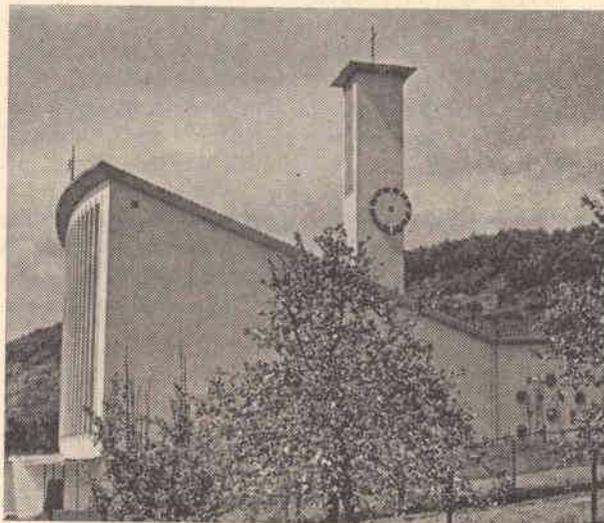
par Hansjakob Lill, architecte

Des milliers d'églises nouvelles ont été bâties dans la République Fédérale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les causes de cette activité de construction incomparablement plus intense que par le passé sont, d'une part, le besoin de rattraper le temps perdu pendant le nazisme et, d'autre part, les destructions de guerre, l'immigration dans les villes de réfugiés venant de l'Est et le développement industriel. Ceci explique en même temps que ce nombre extraordinaire de nouvelles constructions n'est pas dû à une éclosion religieuse, comme c'était le cas en France au XIII^e et dans l'Allemagne du sud aux XVII^e et XVIII^e siècles, mais qu'il répond simplement aux nécessités du ministère pastoral ordinaire, dont les évêques portent la responsabilité. Il en résulte également qu'on ne doit pas s'attendre à une idée directrice unifiante, qui manifesterait un engagement soit religieux soit artistique: la plupart des nouvelles églises ne sont, en effet, que des constructions utilitaires, dont on a essayé de cacher la banalité ou bien sous une ornementation de style sagement classique ou bien sous les formes plus osées de l'architecture actuelle.

De cette masse se détachent un certain nombre de réussites architecturales; et c'est d'elles que l'on parle généralement quand il est question de la construction actuelle d'églises en Allemagne. Elle prend ses racines soit dans le mouvement liturgique au sens large du mot — c'est-à-dire la recherche d'une forme nouvelle pour le service divin communautaire —, soit dans la conception moderne de l'espace, simple et généreuse.



Eglise de Maria in den Banden, Düsseldorf
Architecte: Emil Steffan

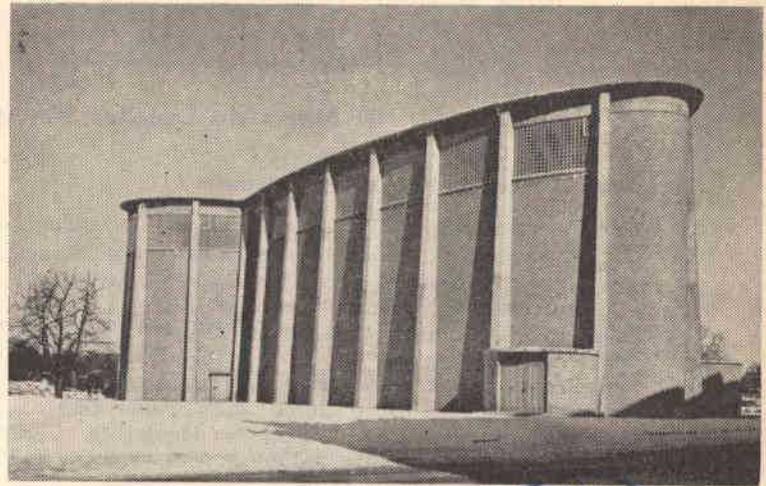


Eglise à Gmunden
Architecte: Hans Schüdel

La réforme liturgique commence dès le début du siècle; elle a suscité en Allemagne (spécialement grâce à Romano Guardini) un mouvement important. Ses problèmes, qui influencent grandement l'architecture de l'église, sont connus: rapprocher l'autel de la communauté, faire disparaître l'espace spécial réservé uniquement à l'autel; rendre possible la participation de la communauté à la prière du célébrant, par la parole et le chant, ce qui diminue l'importance du chœur ou de l'orchestre pendant le culte; enfin le problème de la messe dite face au peuple et la position du tabernacle qui en résulte. L'attitude plus ou moins positive ou négative en face de ces problèmes, soit du clergé et spécialement des évêques, soit du peuple, a donné des réalisations très diverses dans les différentes régions d'Allemagne. Dans l'établissement des plans, le souci, en tous cas, de créer dans l'église un espace liturgique a souvent eu pour résultat des formes centrales (le carré, le cercle, la croix, etc.) qui ne cadrent pas toujours avec les normes artistiques de l'architecture. Il y a d'autre part des églises à plan central qui ne semblent pas conçues spécialement pour le culte liturgique, comme il y a des plans d'église typiquement rectangulaires qui sont dominés par la pensée de la liturgie. En général prévaut la tendance de plans larges et courts. La situation ne semble pas encore clarifiée; il faut attendre des développements ultérieurs. Mais ce qu'on peut constater dès maintenant en voyant toutes ces nouvelles constructions, c'est que la vie intérieure de l'église, loin de toute stratification, jaillit puissamment de nos jours.

Du point de vue de l'art architectural, les meilleures réalisations présentent, comme trait essentiel, la forme grande, simple et claire, qui a quelque chose d'ascétique, de puritain même. Grâce à cette rigueur, beaucoup de constructions, même de dimensions réduites (la plupart des églises ont 300 à 500 places assises), arrivent à exprimer une réelle grandeur intérieure. A côté des formes carrées et rectangulaires, on en trouve souvent d'autres, rondes, elliptiques, incurvées qui, au milieu de quartiers urbains planifiés, évoquent avec force le sacré. On renonce souvent aujourd'hui à l'idée, qui autrefois allait de soi, de faire dominer la ville par l'église, soit parce qu'on ne dispose pas des terrains nécessaires ou qu'il est impossible de concourir avec la hauteur des gratte-ciels, soit parce qu'on veut tenir compte de la véritable situation de la paroisse chrétienne à l'époque actuelle.

Quant à la réalisation dans le détail, on remarque que, pour faire contraste avec les maisons d'habitation dont les façades sont percées schématiquement de nombreuses fenêtres, les églises présentent souvent des murs sans aucune ouverture. Ces parois en briques, pierres naturelles, béton, sont en opposition avec d'autres tout en verre, en verre et béton ou en vitraux. Certains intérieurs d'église sont sombres, d'autres clairs; ces derniers cependant semblent avoir la préférence. Il y a toute la gamme de l'expression architecturale: du silo et de la lourde construction en forme de château-fort jusqu'aux plus délicates réalisations lumineuses en acier, béton et verre. Les clochers toujours séparés, malgré une opposition difficilement explicable de la part du clergé et du peuple contre ce signe de notre temps. Les problèmes techniques ne



St-Michel, Frankfurt-am-Main
Architecte: Rudolf Schwarz



jouent pas de rôle prépondérant. La joie exubérante qu'a causée au début la découverte des possibilités acier-béton s'est calmée et on emploie actuellement tous les matériaux possibles. Les constructions osées en acier ou en acier-béton sont plutôt rares; c'est que cette manière de construire revient en général trop cher.

Fundação Cuidar o Futuro

L'ornementation picturale dans l'intérieur des églises se borne principalement aux vitraux. Là il y a des exemples nombreux de vraies réussites artistiques. La fresque se trouve dans une situation plus difficile, quoique dans ce domaine aussi il y ait quelques belles réalisations, surtout en Allemagne du sud. L'art plastique se limite au crucifix, aux statues de la Sainte Vierge et de quelques saints, selon les besoins du culte. Il est dommage que, pour des raisons financières, on doive renoncer presque toujours à ennoblir et enrichir l'architecture par de grandes oeuvres plastiques.

Et quelle sera l'architecture de demain? Il semble que la forme rigide, dure et souvent purement rationnelle cède de plus en plus la place à des formes plus douces, organiques et mystiques. On ne pourra dire que plus tard quelle est l'influence de Ronchamp, dont le retentissement est très fort en Allemagne et que beaucoup interprètent comme une renaissance du baroque et du 19e siècle finissant. Un tel développement comporterait évidemment autant de chances que de dangers. Il ne faut pas oublier que l'architecture pauvre, sévère et sans ornements de la première moitié de notre siècle est allée de pair avec une intériorisation réelle de la religion, avec une prise de conscience des valeurs authentiques de notre foi chrétienne. Nous avons cru et nous continuons à croire que le chrétien, entouré dans la vie moderne et superficielle d'un surcroît de civilisation et de luxe, a justement besoin de ce dépouillement pour mieux prier.



St-Nicolas de Flue, Cologne
Architecte: Fritz Schaeler

L'attitude spirituelle du dirigeant (II)

par Maria de Lourdes Pintasilgo

La construction de l'unité par l'amour

On devient responsable pour toujours de ce qu'on a apprivoisé... Dans la simplicité de son conseil le renard apprend au Petit Prince, dans une histoire très connue dans le monde occidental, que la responsabilité de l'homme vis-à-vis de l'homme est toute axée sur le mystère de l'amour. Ce qui n'est pas apprivoisé, ce qui n'est pas pris dans une profonde relation d'amour, reste perdu dans l'anonymat, la superficialité des choses toujours identiques. C'est l'amour qui rend l'autre unique et c'est l'amour qui le rend unique pour toujours.

La responsabilité du dirigeant elle aussi s'établit, dans la pleine dimension de l'humain, par suite de cet apprivoisement profond, de cette rencontre réelle entre des personnes. Quelle que soit la tâche particulière du dirigeant, chargé de la direction organique du groupe ou porteur de carismes, il n'est à la hauteur de sa mission que quand il l'accomplit par amour.

En fait, les personnalités ne peuvent pas mûrir et le groupe ne peut pas acquérir sa physionomie propre s'il n'y a pas, au sein même de la communauté, l'amour vitalement présent. C'est l'amour qui suscite les bonnes volontés, qui les affermit, qui aide les talents de chacun à se révéler et à grandir, qui établit essentiel de la cohésion du groupe.

Evidemment, un tel amour est le support de toute relation humaine et devrait être le pivot de l'attitude spirituelle de toute personne engagée dans un groupe. Pour le dirigeant cette loi d'amour devient plus pressante et c'est elle seule qui peut guider tout son comportement.

Même sur le seul plan naturel, le dirigeant est suscité au milieu du groupe pour aider à bâtir la famille des hommes, pour établir entre eux la reconnaissance mutuelle, pour les lier dans l'effort commun à la recherche de l'unité perdue. Et cette solidarité, ces échanges à tous les niveaux de la structure sociale, ne sont possibles que **dans et par l'amour**. Au-delà des tâches concrètes qu'il a à exécuter ou de l'inspiration particulière qu'il doit apporter, le dirigeant doit être celui qui rend l'amour une force vivante et réelle dans la rencontre des hommes.

Dans le groupe catholique, cette mission d'unité acquiert un sens infiniment plus profond. Car, aussi petit qu'il soit, le groupe catholique est toujours participation à la communauté des fidèles, partie intégrante de l'Eglise, présence du Corps Mystique dans ce lieu et à ce moment.

Le dirigeant catholique est alors profondément plongé dans le mystère de l'unité qui s'accomplit au sein de l'Eglise. Cette unité il est bien conscient de ne pouvoir l'atteindre que dans l'amour. Si le Christ a fait de sa prière pour l'unité le noyau de son dernier message, c'est parce qu'il nous a donné le pouvoir d'unité qui découle du commandement nouveau: „Aimez-vous les uns les autres comme Je vous ai aimés” (Jean 15, 12).

Un véritable dialogue

C'est l'amour rayonnant qui aide le dirigeant à établir des relations personnelles avec les membres du groupe. L'esprit de service peut être très vif en lui et, cependant, n'aboutir à rien — c'est que cet esprit de service doit être rendu personnel, direct. Il ne suffit pas de se dévouer par principe ou de se dépenser anonymement; le service est toujours rendu **d'homme à homme**. Et l'autre, pour être pris, pour être apprivoisé, doit sentir qu'en étant le bénéficiaire de ce service à ce moment-là, il a été absolument unique.

Un vrai dialogue ne peut s'établir que dans ce cas-là. Et c'est dans ce dialogue, toujours vivant, profond et intense, que réside le secret de l'influence du dirigeant dans le groupe.

Un tel dialogue n'aura pas lieu seulement pour la discussion des „affaires” du groupe, mais il sera surtout échange de deux âmes qui se reconnaissent, se dévoilent et s'aiment. Car, à notre époque où tant de frontières se lèvent entre les hommes, où nous sommes côtoyés par toute sorte d'idées et événements accidentels et transitoires, l'homme a soif de l'essentiel et de l'absolu — il n'aspire qu'à être pris aux racines profondes de son être, à cette région où il est le plus lui-même et où, paradoxalement, il est plus proche des autres hommes ses frères.

C'est là, et non aux zones superficielles où une certaine réserve s'arrête souvent, qu'éclate le mystère de l'être personnel. C'est dans ces régions profondes qu'une véritable rencontre peut avoir lieu. Et c'est là aussi que l'engagement dans le groupe est authentique et total.

Le dirigeant ne peut être étranger à ces données. Son attention pour chaque membre du groupe dont il a la charge doit être ouvertement personnelle, éveillant dans l'autre toutes ses potentialités spirituelles. L'activité la plus intense, les responsabilités d'organisation les plus absorbantes, ne peuvent jamais devenir des excuses pour l'éloignement des autres ou pour la négligence dans l'établissement de relations personnelles avec eux. Car la perfection du groupe a un sens en elle-même, a des valeurs propres sans doute, mais n'est pas indépendante de la perfection et de la réalisation humaine de chaque membre individuel du groupe. Les plus beaux discours, l'habileté à diriger des débats ou à réussir dans une tâche concrète, ne trouveront pas d'écho et n'aboutiront pas à des résolutions consistantes, si le dirigeant n'a pas su établir ce dialogue personnel.

Il est poussé au dialogue par un amour agissant, par une véritable hantise du bien de l'autre. L'esprit de service qui en découle n'est alors jamais du simple activisme ni un souci encombrant pour l'autre. Bien au contraire, il est tout souple, tout ouvert aux réactions multiples, à toutes les nuances de la personnalité des autres.

Mais il ne devient pas pour autant condescendant. Bien au contraire, cette souplesse va de pair avec une ferme exigence. Aussi bien par son exemple que par son action directe, le dirigeant doit être toujours, pour chaque membre du groupe, l'invitation à une vérité plus radicale, à un engagement plus profond dans la vie propre de la communauté. L'amour qu'il porte aux autres lui fait un devoir de les aider à se dépasser dans un effort continu de sainteté.

Cet aide ne se réduit pas à de petits services joyeusement rendus ni à la préservation du mal par une ambiance d'amitié chrétienne. Cet aide doit être directe, active, atteignant tous les sphères où l'autre se meut. C'est une aide qui corrige, apprend, conseille, enthousiasme, entraîne. Comme le dit Saint Paul: „... Prêche la parole; intervins à temps, à contre temps; reprends, corrige, exhorte en toute longanimité et doctrine” (II Tim. 4, 2).

Dans nos groupes d'universitaires, on devrait prendre ce conseil à la lettre. Car c'est justement là, où la Vérité devrait être le point de repère de toute activité apostolique („Je suis la Vérité, la Voie, la Vie”), qu'il devient facile de se réfugier dans un relativisme doctrinal, aboutissant bientôt à la dispersion d'efforts, à l'inefficacité pratique.

A ces tendances, le dirigeant catholique, mû par l'urgence de l'oeuvre du salut où il est si spécialement engagé, doit opposer ce travail personnel de correction, d'exhortation, d'exigence.

Un effort personnel de sainteté

Cette exigence demande un effort personnel très grand. Car, pour pouvoir exiger des autres ce qui est bon pour leur salut, le dirigeant doit voir clair, connaître et les personnes et les situations qu'elles ont à affronter. C'est donc sa propre personnalité, avec toutes les qualités d'intelligence, d'intuition, de réflexion, qui est en jeu. Appelé à être chef des autres, le dirigeant est doublement responsable de la fécondité de ses propres talents. Ceux-ci ont, plus que dans n'importe quelle autre vocation, un sens éminemment social.

S'il doit aux autres l'esprit de service qui ne se lasse jamais, il ne s'en doit pas moins de poursuivre consciemment et sérieusement sa propre perfection personnelle. „Veuille avoir soin de ces choses et t'y tenir afin que ton progrès soit manifeste à tous. Prends

garde à toi-même et à l'enseignement, persévère en ces choses. En faisant cela tu sauveras et toi et tes auditeurs”. (I Tim. 4, 15-16).

Dans le monde actuel, où nous avons vu s'écrouler des nations entières sous l'ambition d'hommes à l'intelligence brillante ou à l'efficacité éprouvée dans la conduite des masses humaines, nous attendons des dirigeants dont „la justice, la piété, la foi, la charité, la douceur” (I Tim. 6, 11) soient la force entraînant de ceux qui les entourent.

Il devient évident que nous dépassons de loin la conception du dirigeant aux bonnes aptitudes psychologiques et qui se trouverait accompli dans l'exécution de techniques de direction. Nous envisageons plutôt celui qui, au milieu du groupe, „garde le bon dépôt, par l'Esprit Saint qui habite en nous” (II Tim. 1, 14).

Liée au mystère de l'Eglise, toute la mission du dirigeant est vivifiée par l'Esprit par qui l'Eglise subsiste. C'est de l'Esprit que découle toute son action — c'est l'Esprit qui façonne en lui une spiritualité propre.

La plénitude de la vie de l'Esprit apprend au dirigeant le sens ultime de tous ses efforts. Il découvre alors un sens nouveau à son travail, à son „enseignement”. Par sa propre expérience il est amené à comprendre que „le but de la prédication est la charité qui procède d'un coeur pur, d'une bonne conscience, d'une foi sans dissimulation” (I Tim. 1, 5). C'est de ce „coeur pur” (à l'intégrité des affections, à la profondeur des sentiments), c'est de cette „bonne conscience” (apte aux choix décisifs, sensible aux signes de la grâce), c'est de cette „foi sans dissimulation” („combat le bon combat de la foi”), que jaillit la charité qui est le feu même du Saint Esprit.

Seule cette charité le poussera au don extrême de soi. Non le don spectaculaire d'une seule occasion, mais le don persévérant, continu, de tous les instants, attentif à tous les besoins, disponible à toutes les requêtes, prêt à tous les sacrifices. Ce don ne sera pas limité par des raisons de prudence exagérée. Il sera toujours dépassement, abandon total pour l'amour des autres, soit ardent de leur salut. Et la mesure de cet amour sera illimitée, car „d'amour plus grand nul ne peut en avoir que de donner sa vie pour ses amis” (Jean 15, 13).

Chemin de Croix, par Imogen Stuart, artiste irlandaise





C.E.A.

Ce sont les peuples qui unissent ou
qui divisent les continents,
non pas les montagnes et les déserts

par le R. P. Placide Pernot, O.S.B.

Aujourd'hui, en 1960, l'ère de l'administration coloniale a bientôt vécu et l'Afrique prend conscience de sa force et de ses capacités; l'idée d'un développement économique pan-africain coordonné et harmonieux n'est plus le rêve de quelques uns. Ce qui n'était qu'un „symbole nouveau des aspirations d'un continent”, la Commission Economique pour l'Afrique (C.E.A.), est maintenant, selon M. Dag Hammarskjöld, „un organisme agissant”.

La deuxième session de cette Commission, la dernière née des Commissions Régionales du Conseil Economique et Social de l'ONU, a tenu ses séances à Tanger, au cours du mois de janvier.

Les Délégations suivantes y ont pris part:

1.— Tous les Etats souverains de l'Afrique (Ethiopie, Ghana, Guinée, Libéria, Lybie, Maroc, RAU, Soudan, Tunisie, Union Sud Africaine)

2.— Les Etats extra-africains exerçant leur souveraineté en Afrique (Belgique, Espagne, France, Grande Bretagne, Italie, Portugal)

3.— Les Etats africains encore sous tutelle, mais admis à titre de membres associés seulement (Congo belge, Fédération du Nigéria, Gambie, Kenya et Zanzibar, Uganda, Somalie, Ruanda Urundi, Sierra Leone, Tanganyka)

4.— Certains Etats membres de l'ONU comme observateurs.

Comme lors de la première session de la CEA, tenue il y a une année à Addis-Abeba, le problème vital auquel la Commission a dû faire face est de voir comment concilier la nécessité d'une aide extérieure avec les soupçons — rançon naturelle de décades ou de siècles de système colonial — qui s'attachent à n'importe quelle sorte de tutelle; comment concilier une économie dépendante avec une indépendance politique absolue, la coopération avec le désengagement. Comme

Le R. P. Pernot, du Monastère de Tioumliline au Maroc, a assisté comme observateur de Pax Romana, à la réunion de la C.E.A.

on pouvait s'y attendre, l'exploitation de la conférence pour des buts politiques fut une tentation à laquelle ne résistèrent pas certains Etats jeunes. Il était inévitable que cette tribune fut utilisée davantage pour les intérêts de la politique que pour ceux de l'économie, d'où certaines discussions oiseuses.

La discussion était basée sur deux rapports, l'un présenté par le Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU, „Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950”, l'autre traitant de „l'influence du Marché Commun sur le commerce africain”, préparé par le Secrétariat de la CEA.

Tout le monde se plût à regretter la structure économique générale des pays de l'Afrique — exportation de matières premières et importation de produits finis — et tout le monde s'accorda sur le fait que, pour remédier à cet état de choses, il faut stabiliser les prix des matières premières, afin de neutraliser les aléas d'une conjoncture mondiale défavorable, créer des industries de transformation et donner de l'expansion au marché intra-africain pour pallier à l'étroitesse des marchés locaux. La structure présente tend à augmenter sans cesse le déséquilibre de la balance des paiements (car la demande de produits terminés importés dépasse la production



intérieure) et le recours à une aide extérieure est indispensable pour constituer des capitaux. C'est là la première constatation, et elle est douloureuse pour des gens qui ont un sens exacerbé de leur dignité et qui sont vraiment très susceptibles sur ce point-là. Selon certains délégués, il ne faut pas attacher trop d'importance à l'investissement de capitaux étrangers car il y a d'autres raisons à la stagnation économique en Afrique et qui appellent d'autres remèdes — ainsi l'absence de qualifications techniques est un obstacle majeur à l'emploi même des capitaux offerts. C'est pourquoi certaines délégations mirent l'accent sur le facteur humain, sur le besoin de concentrer les efforts



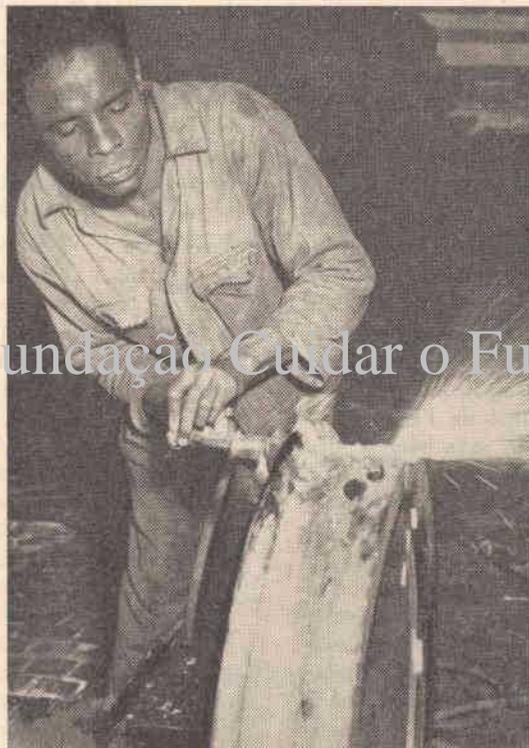
vers l'éducation des peuples et dans l'utilisation de leurs énergies pour transformer en premier lieu une économie de subsistance en une économie de marché. L'intégration des différents secteurs de l'économie ne se fera jamais sans un plein développement des énergies, des richesses et de l'imagination des peuples africains.

Tous les Etats d'Afrique ont en commun trois objectifs: la réanimation des collectivités villageoises, la mobilisation civique des populations, enfin l'industrialisation. Pour le premier objectif, il s'agit de moderniser les techniques de production, de faire renaître une solidarité dynamique entre les membres d'un même village et de faire comprendre aux villageois qu'ils participent à un effort plus vaste qui intéresse tout le pays. La mobilisation civique se propose de former un personnel expérimenté qui soit à même de donner aux travailleurs une instruction technique et rurale. Quant à l'industrialisation, elle doit être poussée sous toutes ses formes. Les techniques artisanales doivent être rénovées et adaptées à l'exigence de la transformation des matières premières sur le lieu même de la production.

La CEE et le commerce africain

Lors des débats un peu longs sur ce sujet, une certaine réserve se manifesta, une opposition peut-on même dire, de la part des délégués africains vis-à-vis de la Communauté Economique Européenne dénotant une crainte certaine — partiellement fondée peut-être — que la domination européenne ne se perpétue sous une autre forme. L'opposition la plus constructive fut formulée par le délégué de la Tunisie: „Dans quelle mesure l'association ou la non-association des Etats africains avec la CEE contribuera à la cristallisation

ou à la modification de la structure traditionnelle du commerce africain?" Si la CEE n'a pas pour but direct le développement économique de l'Afrique, ce qui dépasse ses objectifs, elle ne doit pas pour autant constituer un obstacle à son développement en maintenant une forme d'économie liée à une structure coloniale de l'Afrique. Telle est la secrète appréhension de tous les pays africains. C'est la crainte qui s'insère dans une attitude psychologique radicalement hostile à tout ce qui pourrait rappeler la colonisation de l'Afrique. C'était aussi cette crainte, ou quelque chose s'y rapportant, qui se cachait derrière l'opposition marocaine qui déniait à la Communauté française la



qualité de membre de plein droit. C'est cette peur encore qui explique l'opposition tunisienne à la proposition soudanaise qui tendait à ce que la République Fédérale Allemande soit admise comme membre consultatif à la CEA, vu son expérience et son intérêt au développement économique de l'Afrique (comme elle a été admise dans les Commissions économiques pour l'Amérique latine et pour l'Asie). Et comme nous allons bientôt le dire, cette appréhension se manifesterait enfin dans les frictions qui se firent jour lors du débat sur l'aide internationale à l'Afrique.

Cependant, à part une objection du délégué du Ghana, qui fit ressortir les effets désastreux de la CEE sur le marché du cacao, il y eut peu d'oppositions circonstanciées à une association africaine au Marché Commun. Le porte-parole du Ruanda-Urundi déclara: „L'association de certains territoires africains avec la CEE ne devrait pas disloquer les économies africaines. Le Marché Commun semble ouvrir les perspectives d'une activité et d'un potentiel économique qui ne peuvent manquer d'être profitables à tous les pays africains. Le Marché Commun est l'expérience concrète d'une coopération économique entre continents, dont le premier résultat est le rapprochement de certains pays africains dans leurs relations commerciales avec l'Europe, et le second d'intensifier les échanges courants au bénéfice de l'Afrique toute entière. Cette association doit aussi être considérée comme un moyen utile de stabilisation des prix des matières premières, stabilisation qui ne pourra être réalisée qu'au niveau international et avec la participation des pays consommateurs. Dans cette optique, l'intégration économique de l'Europe — dont les nouveaux prolongements font l'objet de négociations — et la participation de pays africains

comme membres associés devraient apporter des éléments concrets pour stabiliser les prix de marché”.

Aide internationale

On a reconnu à cette aide deux champs d'action: l'assistance technique, dont le but premier est la formation de spécialistes; l'assistance économique, en second lieu, consistant en apport de capitaux étrangers. Il fut généralement reconnu que, pour que l'utilisation de cette aide soit le plus profitable, une coopération du pays bénéficiaire était requise.

Il n'y eut pas à discuter de la nécessité d'une telle



aide, le sous-développement de l'Afrique étant pour tous évident. Mais les orateurs se sont étendus sur la forme à donner à cette aide, insistant sur les besoins et la dignité des pays des pays bénéficiaires. „La Nigérie ne désire pas qu'on lui fasse la charité; elle reconnaît cependant que l'accélération de son développement ne pourra s'effectuer qu'avec une aide extérieure, aide qui devra être inconditionnelle”. „Toute aide à l'Afrique devrait tendre à la libérer effectivement sur le plan économique et s'inscrire non pas dans le domaine de la charité, mais dans celui de la solidarité internationale”.

La regrettable dévaluation de concepts comme celui de la charité et l'emploi de phrases gradiloquentes ne contribuèrent pas à la clarté de ces déclarations, mais on y trouve au moins une conception légitime de la dignité des nations, et l'histoire des siècles passés permet d'expliquer cette attitude défensive. Le délégué tunisien rompit une lance en faveur du désintéressement, qui aurait fort étonné Machiavel, et il est peu probable que des nations réalisent cet idéal de vertu qu'il propose: „D'une façon générale, l'aide bilatérale est fournie par des pays européens à des pays africains avec lesquels ils ont des liens économiques ou politiques. Le caractère politique de tels arrangements est évident. Le pays bénéficiaire doit rester en bons termes avec le pays donateur, dans la mesure où il veut que cette aide se poursuivre. La Tunisie a souffert de cet état de chose en 1957, lorsque pour des raisons purement politiques, la France a cessé de lui fournir l'aide qu'elle s'était engagée à lui apporter. Dans le système d'aide bilatérale, les intérêts du pays donateur prévalent souvent ceux du pays bénéficiaire; qu'elle soit bilatérale ou multilatérale l'aide doit favoriser la réalisation du plan de développement de l'Etat bénéficiaire. Elle est inacceptable pour le pays bénéficiaire si elle est assortie de restrictions à sa liberté”.

Tandis que plusieurs pays donnent leur préférence à l'aide multilatérale, l'aide bilatérale comporte cependant des avantages et elle est loin d'être abolie en Afrique. Une aide internationale multilatérale tend à noyer le sens des responsabilités et par là son efficacité s'en ressent. Quoiqu'il en soit des abus de la colonisation dans le passé, on doit reconnaître que la cohabitation des colonisés et des colonisateurs a contribué à créer une certaine affinité, une communauté de mentalité et de culture, qui au delà des frictions inévitables ne saurait que rendre les échanges plus fructueux, si le pays prêteur faisait la preuve de son désintéressement. Cette politique immédiatement rentable sur le plan du prestige le serait automatiquement à long terme sur le plan économique. L'URSS l'a bien compris: ne donnant qu'une faible proportion de ce que représente l'aide occidentale, mais d'une manière apparemment désintéressée (implantant des industries dans les pays sous-développés comme l'Inde, prêtant à des taux très bas), elle en retire un prestige bien supérieure à celui de l'Occident.

Il est assez paradoxal que les pays sous-développés, par la seule autorité de leur indépendance et de leur

liberté, aient acquis le droit de parler d'égal à égal avec les nations industrialisées et même de pouvoir leur imposer leurs conditions. Cette nouvelle situation, due à l'évolution de la conscience internationale et à la structure présente des organisations mondiales, est en soi un progrès. Certains ne manqueront pas d'en abuser, mais elle marque indéniablement une victoire des valeurs spirituelles sur les facteurs purement matériels: la mesure d'un homme ou d'une nation est quelque chose de plus que sa mesure de développement économique.

Quels sont les résultats pratiques de cette conférence? Quelles conclusions peut en tirer un observateur de l'extérieur?

Sur le plan économique, les résultats concrets sont minces. Ou décida de constituer des groupes, chargés de résoudre différents problèmes (particulièrement dans le domaine de l'agriculture: maladies infectieuses du bétail, lutte contre l'érosion, développement des réserves d'alevins et des pêcheries maritimes, etc...). Des groupes sont encore chargés du développement communautaire et de la formation de techniciens africains. Dans ces différents secteurs, une étude des décisions à prendre est entreprise en étroite collaboration avec les différents organismes internationaux de l'UNO, tels que la FAO ou l'OMS. La Commission étant née depuis peu, il ne faut pas s'étonner que les résolutions ne dépassent pas le stade des études, des enquêtes ou des recommandations.

Quant à l'opposition qui s'est manifestée constamment à l'égard des diverses formes d'association de pays africains à des pays européens, elle semble relever d'une fautive conception de la CEA. Cette Commission est à la fois la graine et le fruit, la cause et l'effet de l'unité africaine; mais tandis que dans l'esprit des fondateurs de la CEA et dans la lettre de son mandat cette unité devait être une unité *pour* quelque chose, notamment pour un développement économique et social harmonieux de l'Afrique, elle est trop souvent interprétée par les Africains comme une unité *contre* le reste du monde et contre l'Europe en particulier, comme une charte d'isolationisme. Comme si la coopération fraternelle, à elle seule, devait suffire à provoquer le développement économique. Les mythes foisonnent en Afrique: mythe de l'indépendance, considérée comme la panacée universelle, mythe de la perversité radicale des nations colonisatrices, mythe de la bonté intrinsèque des nations colonisées. „Ce n'est qu'en Afrique que les peuples se traitent en frères; l'Afrique est le continent de l'espoir. Tandis que dans le reste du monde les peuples sont divisés et inventent des moyens de se détruire les uns les autres, les peuples d'Afrique s'unissent pour combattre leurs plus redoutables ennemis: l'ignorance, la misère et la maladie”. Telle était la déclaration du délégué du Tanganyika. Les Africains à leur stade actuel de développement sont incapables de porter un jugement de valeur sur la masse d'informations et de slogans qui les assaillent. Le Panafricanisme est un de ces slogans; il sera bénéfique si les nouveaux chefs s'en servent pour conduire les

peuples africains dans une collaboration intelligente et susciter en eux une saine émulation vers le progrès; si au contraire il veulent en faire un moyen pour entretenir dans le coeur des gens la rancune et la haine, il se retournera contre eux-mêmes. Car l'unité de l'Afrique qui se manifeste aujourd'hui dans l'euphorie de l'indépendance sera-t-elle assez forte pour assumer les lourdes tâches que l'élaboration pratique de l'Afrique nouvelle demande ?

Sur le plan idéologique nous devons essayer de déceler les desseins de Dieu dans les gigantesques bouleversements politiques, économiques et sociaux de notre temps. Nous savons que même au stade des civilisations humaines, il n'y a pas d'état de pure nature où Dieu nous ait abandonné aux seules ressources de nos activités intellectuelles ou volontaires. Nous savons que tout l'ordre humain, politique, social, économique doit être envisagé dans une optique surnaturelle, et cela le place loin des considérations mesquines de prestige, de suprématie, de susceptibilité, loin aussi des faux mysticismes qui lui ferait considérer avec mépris toute activité humaine. Le vrai chrétien est le maillon vivant qui tient et unit les deux bouts de la chaîne: les activités humaines et leur ordination surnaturelle. C'est en reconnaissant dans l'histoire

humaine la main de Dieu, en devenant un instrument docile de Ses desseins et en substituant aux mythes en honneur actuellement en Afrique les raisons divines des choses que l'intellectuel catholique exercera son apostolat.

Sur un plan plus pratique, l'assistance technique offre au chrétien une merveilleuse occasion de traduire concrètement les lumières de la foi sur l'histoire du monde. Nous avons dit que les Africains étaient déchirés entre deux aspirations apparemment irréconciliables: le besoin d'une aide étrangère et la crainte d'aliéner leur indépendance en acceptant cette aide extérieure. Il n'y a qu'une réponse à ce problème: la charité chrétienne. N'ayons pas peur d'employer ce mot, mais prenons-le dans son vrai sens; il a été si galvaudé qu'il inspire une répugnance légitime aux hommes modernes et il est grand temps de lui restituer toute son authenticité plénitude. Le concept de charité, théologiquement parlant, est loin d'impliquer des données humiliantes de déficience, de pitié ou de condescendance hautaine, il s'appuie au contraire sur un sens de la dignité humaine fondé sur ce qu'il y a de plus sublime et de plus solide: la ressemblance de l'homme avec Dieu. Devant cette ultime révélation s'effacent les préjugés humains de race, de couleur ou de nation et se révèle la souveraine liberté du chrétien.

CORÉE. ET MAINTENANT?

Fundação Cuidar o Futuro



„Le premier mars de cette année j'ai vu de longs cortèges d'écoliers marchant en silence et sans aucun enthousiasme dans les rues de Séoul. Ils étaient censés commémorer le soulèvement du peuple coréen contre la domination japonaise en 1919. La Corée, en effet, avait été soumise à l'influence japonaise depuis la guerre entre le Japon et la Chine en 1894 et définitivement annexée au Japon en 1905, à la fin de la guerre russo-japonaise. Ce fut seulement en 1945, lors de la défaite des Japonais aux mains des Américains et des Russes, que la Corée connut de nouveau la liberté politique.... Le défilé des enfants à travers les rues de Séoul n'était guère mouvementé, — chose étonnante pour tout ce petit monde. Peut-être même les enfants sentaient qu'ils étaient utilisés par un gouvernement partisan pour des finalités électorales, en vue du scrutin qui devait avoir lieu deux semaines plus tard.... Il me faudrait aussi rappeler une autre manifestation, que M. Cho In Kyo, le ministre de l'intérieur du gouvernement de Syng Man Rhee, avait stigmatisée comme étant organisée par les écoles et par la mission catholique, à Taegu — la troisième ville de Corée, loin vers le Sud. Elle fut en somme la première manifestation dirigée ouvertement contre le régime de Syng Man Rhee....”

Le directeur du seul hebdomadaire catholique de Corée, le *Catholic Times*, R.P. Sye Ki Ho, a écrit pour notre journal un excellent article, dont nous avons extrait ce passage. Cet article donne une vue précise et objective des événements qui ont amené la chute de Syng Man Rhee et de son régime, ainsi que de l'arrière plan politique et historique de ces événements. L'auteur y expose clairement la position de l'Eglise catholique, le rôle des étudiants universitaires dans la révolte du 19 mars, et la situation cruciale pour

l'Eglise qui en est découlée, — maintenant que la révolution a ouvert les portes du pays non seulement aux bons, mais aussi aux mauvais éléments, y compris les anarchistes, les forces orientées vers la gauche et les influences matérialistes qui viennent en large partie du Japon.

Malheureusement cet article nous est parvenu trop tard pour ce numéro. Il paraîtra en bonne place le prochain (no 4).



Fundação Cuidar o Futuro

Une grande tâche de l'Unesco: les monuments de Nubie

„J'invite les Gouvernements, les institutions et les fondations publiques ou privées, et toute personne de bonne volonté, à contribuer au succès d'une oeuvre sans précédent dans l'histoire".

C'est par cet appel à solidarité mondiale que M. Vittorino Veronese, Directeur Général de l'Unesco, au cours d'une cérémonie solennelle qui a eu lieu le 8 mars à l'Unesco, a ouvert la Campagne Internationale pour la Sauvegarde des Monuments de la Nubie.

Les travaux du grand barrage d'Assouan ont commencé. Avant cinq ans, la vallée moyenne du Nil sera transformée en un immense lac. Des édifices prodigieux, qui comptent parmi les plus admirables de la planète, sont menacés d'être submergés par les eaux, dont la retenue donnera la fertilité à de vastes étendues

de désert. Certes, quand il s'agit de la subsistance d'hommes vivants et souffrants, on ne saurait hésiter à sacrifier des effigies de granit ou de porphyre. Mais personne ne peut se trouver contraint à un tel choix sans être désespéré de devoir le faire. Aussi n'est-il pas étonnant que les gouvernements de la République arabe unie et du Soudan se soient adressés à un organisme international, à l'Unesco, pour lui demander d'essayer de sauver les richesses en péril. Une ère nouvelle, un développement superbe sont ainsi offerts à l'égyptologie, si bien qu'au lieu d'un monde appauvri d'une partie de ses prodiges, c'est soudain pour l'humanité l'espoir assuré d'une révélation de splendeurs inédites. (Tiré du „Courrier de l'Unesco", mai 1960).

A VOL D'OISEAU

MHC

EUROPE

Angleterre: La Newman association a organisé un voyage d'étude pour un groupe de 12 catholiques polonais. C'est la première fois depuis plusieurs années qu'un groupe de Polonais peut visiter l'Angleterre. Le but principal du voyage est de permettre aux Polonais catholiques de rencontrer des catholiques anglais et spécialement ceux de mêmes professions. Le groupe polonais compte des représentants des différentes professions ainsi que des membres actifs dans la vie publique; actuellement, ils se trouvent à Londres ayant achevé le tour des différentes provinces.

Une conférence sur la télévision a été organisée à Newcastle par la Newman Association. Les participants sont arrivés à la conclusion que l'idée que le spectateur moyen se fait de l'Eglise s'est considérablement améliorée depuis la venue de la télévision commerciale. Cette conclusion est basée sur l'expérience d'un prêtre travaillant depuis 20 ans à la radiodiffusion. Les programmes religieux de la TV parviennent normalement à environ 6 ou 8 millions de spectateurs et quelquefois à la moitié de la population de Grande Bretagne.

La Conférence d'été de la Newman Association aura lieu à Keele, Staffs., au mois d'août, et sera consacrée à la communauté internationale. Soucieux de ne pas se perdre dans la complexité des institutions internationales des Nations Unies, les organisateurs prévoient que le thème sera étudié en tant que philosophie et pratique de la communauté mondiale. Les conférenciers ont à développer les sujets suivants:

1. „Les notions de la communauté mondiale d'après les philosophes médiévaux" (Dr. Morrall, de Dublin).
2. „Les notions de la communauté mondiale d'après les philosophes modernes" (M. Jean Ladrière de l'Université catholique de Louvain)
3. „Les Nations Unies".
4. „L'éducation dans la communauté mondiale" (Dr Howes, Directeur de l'Instruction publique au Honduras britannique).
5. „L'alimentation dans la communauté mondiale" (M. Colin Clark, Directeur de l'Institut de Recherches agricoles d'Oxford).
6. „La santé dans la communauté mondiale" (R. P. Walsh).

Irlande: Le 5ème Congrès annuel de l'Association irlandaise des Intellectuels catholiques aura lieu du 30 juin au 3 juillet à Dromatine, près de Newry, Down. Les conférences traiteront des développements les plus importants dans l'Eglise du XX^e siècle. Le conférencier principal sera le R.P. Doris C. Sullivan, S.J., qui parlera de „La spiritualité du siècle et du besoin de se tenir au courant des tendances contemporaines".

Allemagne: A l'occasion de son 75^e anniversaire l'Union des Institutrices catholiques d'Allemagne a organisé une Assemblée jubilaire à Essen du 4 au 8 juin. Des conférences ont été données sur: „La femme dans la communauté d'aujourd'hui", „La contribution de l'Ecole dans la formation de la femme de demain", „Responsabilités de demain - bases de notre travail futur", et d'autres sujets similaires. Le Dr. Nuchelms, du secrétariat international des Enseignants catholiques, affilié depuis l'année dernière à Pax Romana, assistait à l'Assemblée.

Le Katholischer Akademiker Verband à Bonn a célébré la Journée de Pax Romana par la Sainte Messe, suivie d'une réception. Y prirent part les professeurs de l'université, des invités d'Amérique latine, du Luxembourg, de France, de Bulgarie et de Roumanie, le Maire de Bonn et le Secrétaire du Ministère des Affaires Etrangères, M. Sattler.

SECRETARIAT GENERAL

1. M. Thom Kerstiëns, Secrétaire général du MHC, a été choisi pour parler des besoins spirituels et culturels du monde moderne au Congrès d'études sociales qui a eu lieu à Dublin à la fin juin.
2. Le Centre latino-américain pour la documentation et l'information des activités de jeunesse, qui siège à la Havane, et qui est une entreprise de jeunesse associée à l'UNESCO a incorporé la formation des dirigeants à son programme d'action. M. Raul Gonzalez Simon, ancien secrétaire latino-américain de Pax Romana-MIEC, a été nommé Secrétaire général de cet institut.

MIEC

AFRIQUE

Afrique du Sud: Pour protester contre la loi de 1959 sur l'Extension de l'Education Universitaire, et pour revendiquer la position chrétienne de ses membres, la NCFCS (National Catholic Federation of Students) utilise maintenant dans ses publications le symbole de la croix et la citation: „Ut omnes unum sint". Ce symbole sera utilisé aussi longtemps que cette loi ne sera pas abolie.

ABONNEMENTS

Je désire m'abonner au Journal de Pax Romana

Edition française

Edition anglaise

J'envoie ci-joint le montant de mon abonnement . . .

Je l'envoie

au compte de Pax Romana à

au Secrétariat Général de Pax Romana, Fribourg

(Ecrire en lettres capitales)

Nom

Rue

Ville

Pays



Cuidar o Futuro
Souscription annuelle

Amis: Allemagne DM. 10.—; Autriche Sch. 60.—; Belgique & Luxembourg Fr. b. 100.—; Canada & USA \$ 2.50; Espagne Pts. 100.—; France Fr. fr. 1000.—; Grande-Bretagne £ 1.0.0.; Italie Lit. 1500.—; Pays-Bas fl 5—10; Portugal Esc. 50.—; Suisse Fr. s. 10.—.

Abonnement simple: Allemagne DM. 5.—; Autriche Sch. 30.—; Belgique & Luxembourg Fr. b. 50.—; Canada & USA \$ 1.25; Espagne Pts. 50.—; France Fr. fr. 400.—; Grande-Bretagne 6/—; Italie Lit. 600.—; Pays-Bas fl. 3.50; Portugal Esc. 20.—; Suisse S. fr. 5.—.

COMPTES DE PAX ROMANA

Allemagne: CCP 1759 à Cologne de la K.A.V. **Autriche:** C. No 10.079, Banque Schelhammer & Schattera, Goldschmidgasse 3, Vienne I. **Belgique & Luxembourg:** CCP 554 311 du Mouvement International des Intellectuels Catholiques, rue Mimars 12, Louvain. **Canada & USA:** chèque à M. Raymond Labarge, 544 The Driveway, Ottawa, Ont. **Espagne:** Libreria Estai, Balme 84, Barcelona. **France:** CCP Paris 3458 56 du Centre Catholique des Intellectuels Français, rue Madame 61, Paris 6^e. **Grande-Bretagne:** c/o Professor Hugh O'Neill, 92, Glanbrydan Avenue Swansea. **Italie:** Movimento Laureati, CCP 1—15855 à Rome (journal de Pax Romana). **Pays-Bas:** Postgiro 350879, admin. Journal de Pax Romana Nederland, Rode Laan 38, Voorburg. **Portugal:** Juventude Universitaria Católica, Campo dos Martires da Patria 43, Lisbonne. **Suisse:** CCP No 1036 de Pax Romana à Fribourg, ou Banque de l'Etat de Fribourg, Compte No 50.218 de Pax Romana, Fribourg.

A VOL D'OISEAU (suite)

Dans le numéro de mars de „Newsletter”, revue de la NCFS, on pouvait lire: „Nous avons deux objections majeures à propos de la loi. D'une part, qu'elle place l'autorité universitaire, particulièrement pour les nouveaux collèges bantous, dans les mains de fonctionnaires nommés par le gouvernement. L'indépendance des universités vis-à-vis de la politique est d'importance vitale. La seconde objection que nous avons à formuler à propos de la loi est basée sur l'égalité des races. L'apartheid qui nie les droits de l'homme uniquement en raison de sa couleur est immoral; il l'est aussi à l'université”.

„Est-il vrai que la religion, pour la plupart des catholiques, touche à peine à sa vie quotidienne?” Cette question était le thème central de la discussion d'un cours organisé par la NCFS à Magaliesberg dans le Transvaal. Y participèrent vingt membres de la NCFS de cinq universités. La messe dialoguée, célébrée quotidiennement, face aux fidèles, avec procession à l'offertoire, était au centre de la vie communautaire du cours. La NCFS espère organiser des rencontres similaires au Natal et au Cap au cours de ces prochains mois.

En 1959 la Conférence annuelle de la NCFS a décidé de faire une enquête sur la vie des étudiants catholiques dans les universités du pays. Cette enquête est déjà complétée à l'Université de Witwatersrand (Johannesburg), et donne une idée assez précise de la vie et des croyances estudiantines.

Des groupes d'études bibliques et de déontologie médicale viennent d'être fondés par l'Association des Etudiants Catholiques de Pretoria.

Une conférence d'Action Catholique pour laïcs aura lieu au Collège universitaire de Pie XII à Rome, Basutoland, en décembre prochain. Environ 120 personnes, représentant tous les diocèses du pays et différentes organisations d'action catholique africaines et non-africaines, se réuniront à cette occasion. La conférence, convoquée par le Conseil des Evêques, est la première de son genre à avoir lieu en Union Sud-Africaine. Avec l'aide d'une série de conférences préparées par des experts sur le thème „La formation du laïc”, les délégués discuteront les problèmes de la formation laïque du point de vue de la famille, de l'école, de la paroisse, et des mouvements de jeunesse et d'adultes dans l'Eglise.

Sierra Leone: „La Développement d'une Personnalité africaine” fut le thème de la conférence donnée récemment à la Newman Society de l'Université de Freetown. Malgré les bons côtés du système d'éducation actuel, une nouvelle orientation est nécessaire. Cette orientation donnerait plus d'importance à l'histoire, la musique, la littérature et les langues africaines.

Ethiopie: Le Secrétariat général de Pax Romana a établi des contacts avec les étudiants catholiques de l'Université de Addis-Abéba. Ces étudiants, groupés dans la Abuna Salama Association espèrent envoyer une délégation au Deuxième Séminaire Pan-Africain de Pax Romana. Ils ont déjà pris part à la vie de Pax Romana en célébrant, récemment, la Journée de Pax Romana. Pour cette année, le Président de l'association est M. Petros Wolde Mariam et son Secrétaire M. Petros Tekle.

Mali: C'est sous un soleil ardent que, le 19 mars une cinquantaine d'étudiants catholiques de l'Université de Dakar, se rendit pleine de ferveur à Popenguine, centre diocésain des pèlerinages du Sénégal. „L'étudiant catholique et son milieu”, tel fut le thème central qui guida les réflexions tout au long de la marche. Le soir, au cours d'une veillée prévue à cet effet, les étudiants catholiques se re-

groupèrent pour mettre en commun les résultats des réflexions sur le milieu de vie. Après avoir pris conscience de l'importance et de la diversité des problèmes sur lesquels ils avaient été amenés à se pencher, ils dégagèrent ensemble leurs responsabilités face à cet état de fait, et envisagèrent en commun les moyens d'action qui leur permettraient d'agir concrètement sur le milieu, afin d'apporter le véritable témoignage de leur foi: l'étudiant catholique en tant que privilégié et faisant partie d'une élite doit se sentir responsable, responsable de lui-même, de son entourage et de son pays. Cette triple responsabilité doit l'inciter à mieux accomplir son devoir d'état et à se dévouer davantage pour les autres; sinon il ne répondrait pas au rôle qu'on attend de lui.

Le dimanche, les pèlerins s'associèrent activement à la paroisse par une participation commune à la messe et aux vêpres. Avant de quitter Popenguine, les pèlerins ne manquèrent pas de faire le point sur l'expérience qu'ils venaient de tenter. Ils exprimèrent tous leur désir de voir cette pratique se renouveler dans les années à venir.

ASIE

Inde: Cinq camps de dirigeants et quatre camps pour le travail social figurent au programme de vacances (avril-juin) de l'All India Catholic University Federation. Le plus important de ces derniers a eu lieu du 1er au 21 mai à Pallithura, district de Trivandrum, Kerala. Son travail impliquait l'établissement d'une nouvelle colonie de pêcheurs, avec 600 maisons. On compte deux à trois ans pour terminer le travail. Cette année, le camp comprend 80 étudiants et cinq à six travailleurs permanents, comme pour le camp de Madras, Tondiarpet, qui avait été organisé en

commun avec le „Service Civil International”. Pour ce travail de longue haleine, la Fédération indienne souhaite également la bienvenue aux volontaires non-indiens. De plus amples informations peuvent s'obtenir auprès du R.P. Ceyrac, Loyola College, Madras 31, Inde.

Viet-Nam: Une des récentes activités de l'Association des Etudiants Catholiques du Viet-Nam (affiliée à Pax Romana-MIEC à Manille, en 1960), a été le pèlerinage annuel: 51 participants dont quelques-uns non-catholiques, ont parcouru 15 km, en trois étapes - avec prière, méditation, discussion sur le thème de l'Espérance. A l'arrivée, un Chemin de Croix conduisait jusqu'à l'Eglise où le R.P. Lieh, aumônier de la Fédération, prononça le sermon de clôture.

Thaïlande: A l'occasion de la Journée de Pax Romana, les étudiants de Bangkok ont recolté \$15 pour l'entraide internationale de Pax Romana.

FEDERATIONS EN EXIL

Cette année marque le 50e anniversaire d'Atetis, association des Etudiants catholiques lithuaniens en exil. Le programme d'activité de cette année du jubilé atteindra son apogée du 4 au 6 septembre à Chicago où se déroulera le Congrès. Pour donner plus de sens à cet anniversaire les groupes locaux tâchent de le commémorer aussi au plan régional.

Au Séminaire de la Commission Nord Américaine de Pax Romana qui a eu lieu à Marianapolis en février 60, sous l'égide d'Atetis, chaque délégué a reçu un exemplaire du livre lithuanien de prières qui avait été écrit à la main par 4 jeunes filles lithuaniennes emprisonnées au nord de la Sibérie. L'édition américaine contient le facsimile original et la traduction anglaise. Son Em. le Cardinal Cushing de Boston a écrit la préface pour la traduction anglaise.

Programme de l'Assemblée de Tioumliline Pax Romana - MIIC

THEME: Le rôle de l'intellectuel chrétien dans la construction de l'Afrique.

Ce thème sera traité sous trois aspects:

- La participation des intellectuels à l'implantation de l'Eglise en Afrique
- S.E. Mgr Hurley, Archevêque de Durban, Afrique du Sud
- M. Jacques Rabemananjara, c/O Présence Africaine, 25 bis, r. des Ecoles, Paris 5e
- La coopération des croyants et des non-croyants dans l'édification des communautés africaines
- M. Chidzero, du Comité économique pour l'Afrique, de l'ONU
- Les effets du développement technique sur l'âme africaine et le rôle du chrétien dans la sauvegarde des valeurs humaines
- Prof. Guy Malengreau - Univ. de Louvain et Léopoldville.

Les points a et b seront discutés en commissions. Le point c fera l'objet d'un débat en table ronde.

DATES: du 27 au 31 août. Excursion à travers le Maroc les 1 et 2 septembre.

LIEU: Abbaye bénédictine de Tioumliline, près d'Azrou (Maroc). Avant et pendant l'Assemblée, les participants pourront visiter Rabat et Fez. L'excursion finale les amènera, à travers l'Atlas et le désert, jusqu'à Marrakech, pour se terminer à Casablanca.

VOYAGE: Un avion spécial sera affrété par l'Association des Amis de Pax Romana. Départ de Paris et de Genève de 26 août; retour à ces mêmes villes le 3 septembre.

PRIX: Prix global du voyage, y compris les frais de séjour et les excursions: 850 francs suisses environ.

Pax Romana Journal

NUMERO 3, 1960

Supplément

SENS DE LA DOCTRINE SOCIALE

par **Joseph Folliet**

QU'ATTENDRE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE ?

par **le R. P. Richard Arès, S.J.**

DOCTRINE COOPÉRATIVE COMME MÉTHODE DE PROMOTION

par **Rudolf Rezsöhazi**

L'ÉTUDIANT CATHOLIQUE FACE AUX TRANSFORMATIONS SOCIALES

par **le R. P. A. Fonseca, S.J.**



*Pourquoi
ce
supplément*

Lorsque le Mouvement des Etudiants de Pax Romana s'est réuni à Manille, en décembre dernier, il avait pris comme thème d'études „La responsabilité sociale de l'étudiant catholique". C'est un sujet vaste et compliqué, qui touche aussi bien à la morale qu'aux domaines de la vie civique et sociale. Quelle est cette responsabilité sociale, d'après la doctrine de l'Eglise ? Et plus largement, quels sont au fait le sens et la portée de la doctrine sociale catholique, comment peut-elle être appliquée dans les différents pays et surtout dans ceux que le jargon international désigne comme les pays „en voie de développement" ?

Le présent supplément se propose de fournir à nos lecteurs et en particulier aux membres des fédérations d'étudiants ample matière à réflexion. Pour la partie doctrinale, la rédaction s'est adressée à deux sociologues éminents, Monsieur Joseph Folliet, secrétaire général des Semaines Sociales de France, et le R.P. Richard Arès S.J., du Canada. Deux autres articles s'occupent spécialement des pays en voie de développement: celui du R.P. A. Fonseca, S.J., de l'Inde, parle des changements dans la situation sociale de ces pays et du rôle des universitaires catholiques face à ces bouleversements, tandis que M. Rudolf Rezsöhazi, professeur à Louvain se montre profondément convaincu de l'efficacité des méthodes coopératives pour résoudre les problèmes du développement économique et social.

Sens de la doctrine sociale de l'Eglise

par **Joseph Folliet**

Que signifie „doctrine sociale catholique”?

Il est clair que la doctrine sociale catholique n'est pas une „doctrine” économique au sens que donne au mot doctrine la terminologie contemporaine de l'économie. Elle n'est pas davantage une „doctrine” politique comme, par exemple, le marxisme ou le maurrassisme. Elle n'est pas une technique économique, sociale, politique ou culturelle, ou, comme auraient dit les anciens un „art” visant à des réalisations temporelles quelles qu'elles soient.

Elle est une morale sociale et internationale où se rencontrent les prescriptions de la loi naturelle et celles de la loi surnaturelle, qui est essentiellement la loi d'amour. Mais elle est une morale vivante appliquée à des personnes concrètes situées dans un temps et dans un lieu. On dirait une morale incarnée si l'on n'avait pas abusé de cette métaphore. Elle est même, d'une certaine façon, une morale dynamique et évolutive (cf. l'idée féconde du droit naturel à contenu progressif), dans la mesure où l'appel du saint vient constamment élever et élargir la règle, dans la mesure aussi où la vertu d'équité aux frontières imprécises fait transition entre la justice et la charité. La doctrine sociale de l'Eglise, à la différence de beaucoup de morales „laïques” n'est pas une morale uniquement „princielle”. Elle ne se contente pas de rappeler des principes abstraits, généraux ou intemporels, mais elle les applique à des réalités existentielles. Ses applications se font à la fois par la combinaison de plusieurs principes généraux (cf. la casuistique) et par la vertu de prudence.

Cette volonté d'application de la morale aboutit à ce que la doctrine sociale de l'Eglise formule dans certains cas soit des interdictions nettes, soit des mises en garde. Or, interdictions et mises en garde sont déjà, à leur manière, des orientations dans la mesure où des contre-indica-

tions réduisent le nombre des choix possibles. Mais la doctrine sociale de l'Eglise va encore plus loin: avec prudence et en laissant aux fidèles une grande liberté dans les réalisations historiques, elle impose ou propose des orientations. C'est ce qu'ont fait, par exemple, depuis Pie IX, beaucoup d'encycliques pontificales. La tendance à multiplier les orientations et, en même temps, à laisser une très grande place à la liberté des fidèles est frappante dans l'enseignement de Pie XII.

Cette application pratique et concrète de la morale est l'oeuvre de l'Eglise enseignante, mais aussi des théologiens et, dans une large mesure, des fidèles qui réfléchissent, tentent et réalisent (cf. le rôle décisif de M. Romanet et des allocutions familiales dans les applications sociales de la morale familiale chrétienne). C'est pourquoi, à côté des leçons de l'Eglise enseignante et des explications des théologiens, il ne faut pas oublier le rôle des organismes sociaux chrétiens, qu'ils soient d'Eglise comme les Semaines Sociales de France, où qu'ils soient simplement d'inspiration chrétienne comme telle ou telle confédération syndicale. Leurs réflexions et leurs expériences contribuent à élargir la doctrine sociale de l'Eglise dont le progrès continu est une des marques de notre temps. Pour prendre un exemple à propos du salariat, comment pourrait-on oublier l'invitation de Pie XI à tempérer le contrat de salaire par des éléments empruntés au contrat d'association, et les précisions subséquentes apportés à cette orientation par Pie XII?

Doctrine sociale catholique et loi de nature

Entre la doctrine sociale catholique et la morale naturelle en matière sociale, il me semble qu'il y a distinction et non séparation. Il faut donc, par respect, pour les objets formels, maintenir la distinction, mais ne pas la durcir en séparation. Il n'existe pas, d'un côté, une morale naturelle qui se suffirait à elle-même - pas plus que la nature ne peut, dans le concret, se suffire

M. Joseph Folliet est professeur aux Facultés catholiques de Lyon, animateur des Semaines Sociales de France, écrivain et sociologue de réputation internationale.

sans la grâce - et, d'autre part, une doctrine sociale catholique purement surnaturelle et évangélique qui viendrait du dehors se surajouter à la morale naturelle. Il existe une loi de nature, un droit naturel dans les prescriptions desquels peuvent communier tous les hommes de bonne volonté, chrétiens ou non, pourvus qu'ils aient une juste notion de la nature humaine. Il existe une loi de surnature, qui est la loi de charité. Mais pratiquement, et dans le concret, ces deux lois se rejoignent et se fondent comme les commandements de Dieu sont subsumés par la morale de l'Évangile et l'idéal des béatitudes.

En termes plus juridiques, l'Église, étant la gardienne de la morale naturelle comme de l'idéal évangélique, et de la loi de nature comme de la loi de grâce, fond dans une même synthèse vivante qui est sa doctrine sociale, la morale naturelle et ce qu'on ose à peine appeler, tant c'est quelque chose de plus, la morale surnaturelle. De même dans la prudence de la personne agissante, une même synthèse vivante fusionne les impératifs de la nature et les sommations ou les invitations de la grâce.

Reste qu'en bonne méthodologie, on doit poser les distinctions nécessaires entre ce qui, dans la doctrine sociale de l'Église, vient de la loi de nature et ce qui vient de la loi de grâce. Cette distinction fonde la possibilité de disciplines différentes comme le droit naturel d'une part et la théologie sociale d'autre part.

L'ordre social chrétien

Toute action humaine, quelle qu'elle soit, se réfère à une table des valeurs, et cette table des valeurs se réfère elle-même à une conception du monde, de l'homme et du devenir humain dans le monde. Il est donc impossible à un chrétien conséquent et logique de ne pas référer ses actions les plus humbles, même apparemment les plus techniques, à sa conception chrétienne du monde et à l'idéal des relations humaines qui en découle.

En d'autres termes, tout acte humain parce qu'il est un libre choix est un acte moral, et donc tout acte du chrétien sera régi par la morale chrétienne, qui n'est pas seulement individuelle mais sociale — du moins tout acte qui n'est pas purement personnel ou inter-personnel, mais qui est le fait de l'homme engagé dans les sociétés et communautés. Le régime des cloisons étanches entre l'action temporelle et la morale est non seulement anti-chrétien, mais inhumain.

Pratiquement, cette entrée de la doctrine sociale de l'Église dans la vie du chrétien se traduira par des attitudes négatives et positives. Les attitudes négatives, les refus correspondent aux interdictions portées par l'Église, par exemple le refus de toute collaboration au communisme athée. Les attitudes positives, créations ou imprégnations, découlent des prescriptions ou des orientations indiquées par la doctrine sociale de l'Église. Mais, dans la plupart des cas, aussi bien pour refuser que pour accepter, inspirer ou édifier, le chrétien ne pourra pas agir seul, car une action menée dans la solitude serait insuffisante ou n'aurait, tout au plus, qu'une valeur de témoignage. La doctrine sociale de l'Église amène très logiquement les chrétiens à s'associer, soit entre eux, soit avec des incroyants de bonne volonté, pour donner à leur action sociale l'efficacité qu'elle doit avoir.

Peut-on dire que le chrétien déduira des principes sociaux catholiques les choix qu'il va faire ? Cette idée de déduction me paraît un peu dangereuse, et en tout cas simpliste. La déduction pure convient à une morale théorique et principielle. Elle me paraît mal convenir à une morale appliquée. A déduire purement et simplement on risquerait de passer à côté du réel et de n'aboutir qu'à de belles conceptions théoriques sans prise sur la réalité. En fait, le comportement du chrétien déterminé par la vertu de prudence résultera d'une rencontre entre l'induction et la déduction. L'induction qui part des faits et qui aboutit à des idées générales. La déduction qui part des principes et qui doit les appliquer à une réalité souvent opaque et rebelle.

D'une autre manière, l'action sociale chrétienne suppose à la fois la connaissance des principes et la connaissance des réalités, des besoins, des possibilités et des probabilités qui en découlent. L'ordre social chrétien n'est pas donné une fois pour toutes dans l'abstrait. Il se construit patiemment et quotidiennement dans l'histoire.

Obligation et liberté

Où commence et où finit le domaine de l'obligation et celui de la liberté en matière de pensée sociale ? Il me paraît assez difficile de répondre a priori à cette question.

Pour les interdictions proprement dites, la réponse est assez claire, car l'interdiction, pourvu



qu'elle soit formelle, limite la liberté et l'on ne peut s'y dérober qu'en cas de force majeure et d'impossibilité matérielle. Encore y a-t-il des cas où il vaut mieux préférer n'importe quel inconvénient, même l'échec, même la mort, à la transgression d'une interdiction catégorique. De même pour les prescriptions formelles et positives, devant elles le oui est un oui et le non est un non. Pour les orientations, en revanche, le passage paraît beaucoup plus flou. Elles limitent assurément la liberté, mais dans une certaine mesure et elles laissent une très grande marge pour les réalisations, d'autant que l'Eglise ne propose, de coutume, que des orientations assez générales.

Eclairons ces affirmations théoriques par un exemple. Il est évident qu'aujourd'hui un chef d'entreprise ne saurait imposer à son personnel des conditions de travail inhumaines en contradiction avec l'hygiène ou la morale. S'il transgresse ces interdictions il pèche gravement. Il est clair que le même chef d'entreprise doit donner à ses employés un juste salaire dans les conditions prévues par la législation, les conventions collectives et les contrats particuliers. S'il ne le fait pas, il se rend coupable d'injustice. Il paraît certain qu'un chef d'entreprise chrétien ne peut considérer comme négligeables les orientations par lesquelles la doctrine sociale de l'Eglise propose une transformation progressive du contrat de salariat, mais quelles méthodes employer ? Jusqu'où aller ? Quels rythmes de progression déterminer ? Toutes ces questions demeurent ouvertes.

Dans ces cas complexes, c'est la vertu de prudence qui devra délimiter le domaine de l'obligation et celui de la liberté.

Morale et technique

Cette question me paraît aussi difficile et délicate que la précédente, surtout si l'on réfléchit que des principes d'organisation industrielle ne sauraient s'élaborer sans recours à un idéal des relations humaines et que la technique, située hors de la morale, en est tout de même dépendante, dans la mesure où ses applications ont des effets psychologiques et moraux. Le chronométrage du temps de travail n'est en

lui-même ni moral, ni immoral. Il est technique, mais que faire s'il exaspère les travailleurs et que faut-il en penser s'il sert en fin de compte à rogner les salaires et non pas simplement à augmenter la productivité ou la production ?

En fait, dans le concret et le singulier, la séparation des domaines est difficile à faire et il faut toujours se méfier soit des techniciens, lorsqu'au nom de l'autonomie du technique ils oublient les aspects humains des problèmes, soit des moralistes, lorsqu'au nom de la morale ils en arrivent à exprimer des préférences qui sont d'ordre purement technique.

Une fois de plus nous revenons à la règle d'or: distinction n'est pas séparation. Il faut distinguer les domaines et les objets formels, mais comprendre que dans le concret tout se tient et tout se lie. Cela suppose une gymnastique continue de l'intelligence qui n'est pas toujours aisée et qui exige même une véritable ascèse.

Influence personnelle et institutions

A l'inverse des précédentes, cette question me paraît facile, à condition de la compléter. On ne saurait opposer le rayonnement individuel et le rayonnement institutionnel pour l'excellente raison que les institutions ne valent rien sans les hommes et que les hommes ne peuvent rien sans les institutions. Dès lors, le devoir de tout chrétien est de promouvoir le règne social du Christ à la fois par le rayonnement d'une personnalité vraiment chrétienne et par le rayonnement d'institutions animées par un esprit chrétien.

Je me permets d'ajouter qu'il convient de ne pas oublier une troisième hypothèse, celle du rayonnement de groupes chrétiens dans les institutions qui peuvent ne point être explicitement chrétiennes. Par exemple, les institutions officielles d'un Etat neutre dans un pays religieusement divisé.

La présence purement personnelle ne suffirait pas à assurer ce rayonnement encore qu'elle ait un grand prix, il y faut la présence commune de groupes dont chaque membre agisse de concert.

Qu'attendre de la doctrine sociale de l'Eglise?

par le R. P. Richard Arès, S. J.



L'enquête que poursuit Pax Romana et à laquelle elle m'invite à collaborer peut, me semble-t-il, se condenser en cette question essentielle: qu'attendre de la doctrine sociale de l'Eglise? Une réponse valable à une pareille question exige que l'on sache d'abord ce qu'est cette doctrine sociale, qu'on en connaisse ensuite les possibilités d'application.

I. La nature de la doctrine sociale de l'Eglise

Au point de départ, ne craignons pas de l'affirmer: il ne s'agit pas d'une doctrine qui se situe au même niveau que les autres doctrines économiques et sociales dont les manuels d'économie politique, par exemple, nous expliquent la formation historique et le contenu. La doctrine sociale de l'Eglise n'est ni du libéralisme socialisé, ni du socialisme libéralisé, ni même de l'interventionnisme ou du dirigisme: elle fait bande à part, se situe sur un autre plan. Elle plonge ses racines dans le dogme et la morale catholiques dont elle est la projection sur le plan social. C'est une théologie de l'homme, non pas un système de production et de répartition des biens de la terre. Son objectif, c'est la réalisation dans la société de l'idéal évangélique de justice et de charité, d'abord envers Dieu, puis envers l'homme et tout homme. Comparée aux autres doctrines, elle est donc à la fois plus haute et plus courte: plus haute, parce qu'elle découle d'une vision essentiellement spirituelle et même surnaturelle de l'homme; plus courte, parce qu'elle ne comporte pas toute une partie technique élaborée, réglant par exemple, jusque dans les détails, le jeu de la production et de la répartition des biens matériels.

C'est là un aspect fort important à retenir par quiconque entend donner une réponse à la question: qu'attendre de la doctrine sociale de l'Eglise? Il est facile en effet de se faire illusion en cette matière et d'attendre trop ou trop peu, selon le point de vue, de cette doctrine. Si c'est l'enrichissement terrestre que l'on a en vue et si l'on est à la recherche de moyens pratiques et de méthodes efficaces de se procurer à soi-même ou à son pays, et cela le plus vite possible, un tel enrichissement, alors on court droit à la déception. Si par contre c'est un ordre social juste et fraternel que l'on veut établir, un ordre centré d'abord sur l'homme et ses besoins, non seulement matériels, mais spirituels et moraux, alors on ne saurait trop espérer de la doctrine sociale de l'Eglise. Non pas, entendons-

nous bien, qu'elle suffirait à elle seule à régler tous les problèmes, mais bien en ce sens que sans elle ces problèmes recevront toujours une solution inadéquate et insuffisante du point de vue humain. „Sans l'Eglise, affirmait Pie XII, la question sociale est insoluble; mais à elle seule, l'Eglise ne peut pas non plus la résoudre. Il lui faut la collaboration des forces intellectuelles, économiques et techniques des pouvoirs publics” (*Messsage aux travailleurs d'Espagne*, 11 mars 1951).

Qu'apporte l'Eglise en formulant sa doctrine à l'occasion des grands problèmes sociaux qui se posent dans notre monde moderne? Trois choses principales: des vérités et des principes, des jugements de valeur, et des directives concrètes. La doctrine sociale de l'Eglise, c'est tout cela: un ensemble organique de vérités et de principes, de jugements de valeur et de directives concrètes, formulé par le magistère ecclésiastique, et ayant pour objet l'instauration d'une société juste et fraternelle selon le plan de Dieu sur l'humanité. Quelques mots d'explication illustreront cette définition.

1. La doctrine sociale de l'Eglise, c'est d'abord un **ensemble organique de vérités et de principes**. C'est un **tout** où se tiennent, dans ce tout l'essentiel, l'âme si l'on peut dire, c'est l'élément „vérités et principes”, car c'est lui qui engendre le reste: „jugements de valeur” et „directives concrètes”. A ces vérités et principes, il faut faire constamment référence, si l'on veut vraiment garder le sens de la doctrine, et ne pas errer dans l'interprétation à y donner. Parmi ces vérités et principes, en voici trois d'importance primordiale: la dignité éminente de la personne humaine, la destination universelle des biens de la terre, l'économie au service de l'homme. L'Eglise les met à la base de son programme de restauration sociale et les offre à tous les partis désireux de reconstruire un ordre social qui ait un caractère proprement humain.

Le point de départ en est l'**éminente dignité de la personne humaine**, sa grandeur, sa place dans la création, sa vocation surnaturelle. L'homme a été créé à l'image de Dieu, et c'est cette image qu'il doit s'efforcer de reproduire le plus complètement possible, en lui-même d'abord, puis dans la société; de plus, il a été élevé à la dignité de fils de Dieu et appelé à

Le P. Arès est directeur de la revue „Relations” publiée par les Pères jésuites à Montréal, Canada, et membre de l'Institut Social Populaire de cette ville.

partager la vie même de Dieu, sur terre d'abord, puis dans l'éternité. Aussi, pour reprendre l'affirmation de Pie XI, est-il „conforme à la raison et à ses exigences qu'en dernière analyse toutes les choses de la terre soient ordonnées à la personne humaine, afin que par son intermédiaire elles retournent au Créateur” (*Encyclique Divini Redemptoris*, 1937). Aussi, dirons-nous avec Pie XII, „c'est en dernière analyse à la libération de la personne humaine que tout doit tendre et converger. C'est elle que Dieu a placée au faite de l'univers

visible, la faisant, en économie comme en politique, la mesure de toutes choses” (*Lettre à M. Charles Flory*, président des *Semaines sociales de France*, 14 juillet 1945).

Enormes sont les conséquences d'une telle vérité appliquée aux domaines économiques et sociaux. Si l'homme, en effet, possède une dignité suréminente, s'il est vraiment le maître des choses et de la société, il s'ensuit qu'il ne saurait être traité comme un objet inférieur, une chose, une marchandise, une machine, un produit de la vie sociale. Image de Dieu, héritier de la vie éternelle, l'homme a droit au plus grand respect, et tout lui doit être subordonné. Il est le sujet et le maître de l'économie, le sujet et la fin de la vie sociale; il doit passer avant les produits, avant les profits, avant même les institutions, et un régime économique n'est dit sain et ordonné que lorsque, non seulement il procure à tous les biens dont ils ont besoin, mais encore il le fait en respectant la dignité personnelle de chacun.

De cette première vérité découle la suivante, à savoir que **les biens de la terre étant pour l'homme, pour tous les hommes**, il existe pour tout homme un droit fondamental d'user de ces biens, de sorte que leur destination première peut être dite universelle, et leur première appartenance commune au genre humain. Dans son *Message de la Pentecôte 1941*, lors du 50e anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum*, Pie XII rappelait avec force ce point fondamental qui consiste, disait-il, „dans l'affirmation de l'imprescriptible exigence que les biens créés par Dieu pour tous les hommes soient également à la disposition de tous, selon les principes de la justice et de la charité”. C'est là un principe de base qui, dans la pensée de Pie XII, domine le régime de la propriété privée, car, ajoute-t-il dans le même Message, „un tel droit individuel (à l'usage des biens matériels) ne saurait en aucune manière être supprimé, pas même par d'autres droits certains et reconnus sur des biens matériels”. Sans doute, l'ordre naturel requiert-il aussi la propriété privée, mais comme moyen, comme instrument: „Tout cela, déclare encore Pie XII, reste subordonné à la fin naturelle des

biens matériels, et ne saurait se faire indépendamment du droit premier et fondamental qui en concède l'usage à tous”.

Les applications d'un tel principe sont innombrables, tant dans l'ordre national que dans le domaine international. C'est la condamnation de tout accaparement, de tout monopole, non seulement de la part des individus, mais encore de la part des nations; c'est la porte ouverte à la collaboration internationale pour la mise en valeur des ressources et une meilleure alimentation de l'humanité; c'est, au sein de l'économie nationale, une meilleure répartition des biens terrestres, des richesses créées, et une plus grande diffusion de la propriété privée, laquelle permet précisément la réalisation du droit concédé à tous d'user des biens matériels.

Quant à la troisième vérité: **l'économie au service de l'homme**, elle n'est que la conséquence des deux autres. Si l'on admet au point de départ que la personne est le centre et la fin de la vie sociale, et qu'elle a un droit fondamental d'user des biens matériels, on n'aura aucune difficulté à admettre aussi que l'économie soit au service de l'homme, qu'elle soit d'abord et avant tout **humaine**. Et cela veut dire bien des choses, en particulier que l'homme doit être le sujet et la fin de l'économie, passer par conséquent avant les biens matériels, les richesses, la production, le progrès technique; qu'il doit participer à l'ordonnement de cette économie au lieu d'en subir passivement les mécanismes et les techniques; qu'il soit aussi servi par elle dans ses besoins primordiaux de façon à faciliter son épanouissement personnel, tant moral que spirituel.

2. Le coeur, le noyau central et dynamique de la doctrine sociale de l'Eglise, ce sont ces vérités et ces principes dont nous venons de parler, lesquels valent pour tous les temps et tous les pays, partout où il y a des hommes. La doctrine cependant comporte aussi un caractère historique, car la formulation s'en est faite dans le temps, à propos d'événements bien particuliers, et cela principalement sous forme de **jugements de valeur** et de **directives concrètes** découlant les uns et les autres du noyau central de vérités et de principes.

C'est ainsi, par exemple, que l'Eglise a été amenée à porter un jugement sur les régimes et les systèmes économiques rencontrés sur sa route. A cause de son athéisme radical et de son mépris de la personne humaine, elle a condamné le communisme marxiste; de même, elle déclare ne pouvoir s'accommoder d'un socialisme foncièrement matérialiste, ignorant ou méprisant la sublime fin de l'homme, et supposant que „la communauté humaine n'a été constituée qu'en vue du seul bien-être” (*Encyclique Quadragesimo Anno*).

Mais, et c'est Pie XII qui parle, l'Eglise „ne peut davantage s'accommoder de ces systèmes qui, reconnaissant le droit de la propriété privée suivant un concept absolument faux, se mettent en contraction avec un ordre social véritable et sain. Et c'est pourquoi là où, par exemple, le „capitalisme" se fonde sur ces conceptions erronées et s'arroge un droit illimité sur la propriété en dehors de toute subordination au bien commun, l'Eglise l'a toujours reproché comme contraire au droit naturel" (Message du 1er septembre 1944).

L'Eglise dépasse cependant cet aspect négatif. Comme ses chefs en tant que pasteurs ont la charge de guider le peuple chrétien dans sa marche au bonheur éternel, c'est leur droit et leur devoir, non seulement de dénoncer les obstacles à cette marche, mais encore d'indiquer au besoin la route à suivre et le meilleur moyen de parvenir au but. En d'autres termes, l'Eglise ne se contente pas d'énoncer des principes, de condamner des systèmes faux ou injustes, elle va parfois jusqu'à indiquer quel système ou quelle institution lui paraissent le mieux répondre à ses propres exigences et faciliter davantage le progrès social. Pie XI a très bien exposé cette attitude quand il affirmait dans son encyclique *Divini Redemptoris* en 1937: „Bien que l'Eglise n'ait jamais, sur le terrain économique et social, présenté de système technique déterminé, ce qui d'ailleurs ne lui appartient pas, elle a pourtant clairement indiqué, sur certains points, des directives qui, tout en s'adaptant dans le concret à des applications diverses selon les différentes conditions de temps, de lieux et de peuples, montrent la bonne voie pour assurer l'heureux progrès de la société".

Il est à noter que ces directives, qui visent à l'action concrète, n'ont pas toutes le même caractère impératif. Si quelques-unes sont des consignes formelles, d'autres par contre ne constituent que de simples conseils ou encore des suggestions. Pour ne citer qu'un exemple, l'encyclique *Quadragesimo Anno*, donne aux catholiques la consigne de mettre tous leurs soins „à reconstituer les corps professionnels", et se contente de leur suggérer „de tempérer quelque peu, dans la mesure du possible, le contrat de travail par des éléments empruntés au contrat de société". C'est aux catholiques de lire ces textes avec intelligence et de conformer ensuite leur conduite aux directives des chefs de l'Eglise, car l'application de la doctrine sociale de l'Eglise est d'abord leur affaire.

II. Les possibilités d'application

Cette affirmation nous amène précisément à nous poser certaines questions pratiques: cette doctrine est-elle applicable? est-elle susceptible de passer dans la législation des différents pays? peut-elle constituer

un programme attrayant, opposable aux programmes tirés d'autres doctrines économiques et sociales? Et si oui, qui doit se charger de faire les applications voulues, d'élaborer le programme? Une réponse à ces questions nous permettra de préciser ce que l'on peut ou non attendre de la doctrine sociale de l'Eglise.

1. Encore une fois rappelons-le, afin d'éviter les désillusions: il ne s'agit pas de recettes pour faire de l'argent, ni de méthodes techniques de production et de répartition, ni de système d'enrichissement rapide, **il s'agit d'une doctrine de l'homme social**, de l'homme compris intégralement **dans ses relations tant avec Dieu qu'avec ses semblables**. De cette doctrine ce que l'on peut et doit attendre tout d'abord, c'est précisément ce que l'on peut et doit attendre d'abord de l'Evangile, dont elle est d'ailleurs le prolongement sur le plan social, c'est-à-dire d'abord et avant tout une conversion intérieure de l'homme, une réforme de l'esprit et du coeur, un éveil de la conscience aux devoirs de justice et de charité. Voilà pourquoi la doctrine ne se contente pas de prôner une réforme des structures sociales, mais demande encore plus impérieusement une réforme des moeurs, une soumission de la conduite humaine aux grandes vertus sociales de justice et de charité. Elle va jusqu'à dire que, sans cette réforme préalable des moeurs, toute réforme des institutions est vouée plus ou moins à la stérilité et à la précarité. En d'autres termes, elle insiste sur l'**esprit** à insuffler au corps social, sur l'esprit qui seul peut assurer le bon fonctionnement des institutions humaines.

C'est là un point essentiel qu'il ne faut pas oublier quand on se demande si la doctrine sociale de l'Eglise est applicable. A propos de l'Evangile et du christianisme, on s'est aussi posé la même question; la réponse de Chesterton, c'était que les peuples n'avaient vraiment vécu ni l'un ni l'autre, mais s'étant contentés d'un timide essai, les avaient trouvés trop difficiles d'application, et les avaient mis de côté. Ainsi l'idéal élevé que propose la doctrine sociale de l'Eglise exige beaucoup de l'homme, exige un haut niveau de moralité, de désintéressement personnel, d'amour du prochain et de dévouement au bien commun. On n'y atteint pas d'un seul coup et on ne s'y maintient pas sans efforts constamment répétés.

2. A cette réforme morale dans le domaine social l'Eglise toute entière — hiérarchie et fidèles — doit travailler. Mais quand il s'agit d'appliquer les principes et de mettre à exécution les directives de la doctrine, **c'est aux fidèles, aux laïques, qu'incombe la principale responsabilité**. C'est à eux de voir et de veiller à faire passer dans la pratique, dans les institutions et dans la législation du pays tel principe ou telle directive concrète. Ils ne le pourront pas toujours, mais ils ne



devront jamais perdre de vue l'objectif à atteindre, à savoir l'établissement d'un ordre social juste et fraternel, imprégné de l'esprit de l'Évangile.

Pie XI lui-même a noté que, dans l'application des principes et des directives, il fallait tenir compte des „différentes conditions de temps, de lieux et de peuples”.

C'est ainsi d'ailleurs que l'Église elle-même a procédé au cours de l'histoire, par exemple à l'égard de l'esclavage. Il est évident que cet état de fait s'opposait au grand principe de la dignité de la personne humaine, et de toute personne humaine. Le devoir des chrétiens était donc de travailler à faire disparaître une situation outrageuse à la dignité humaine. Cela a pris des siècles, mais aujourd'hui la conscience universelle condamne une telle pratique, et les Nations Unies dans leur Déclaration des Droits de l'Homme, adoptée à Paris en 1948, proclament: „Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdites sous toutes leurs formes” (article 4).

De même l'Église défend la dignité du travail humain et interdit qu'on le considère comme une simple marchandise, quand il s'agit de rédiger des contrats d'embauchage. Peu à peu les législations de la plupart des pays en sont venues à accepter ce point de vue, même si elles en ignorent l'origine.

On pourrait signaler aussi que ce principe de l'éminente dignité de la personne humaine demande comme application que tout ce qui est inférieur à l'homme lui soit ordonné et serve à la satisfaction de ses besoins. Or il est clair que le principe n'est pas complètement appliqué en certains pays où l'on vénère des animaux comme des dieux, leur laissant toute liberté, alors que la population souffre et meurt même de faim.

3. A la question de savoir si **un programme social chrétien pourrait rivaliser en attraction auprès des masses avec les programmes empruntés aux autres doctrines**, il faut répondre hardiment par l'affirmative, en notant toutefois que l'accent peut et doit même varier avec les pays selon leur développement économique et leur souci de l'humain. Un programme social chrétien peut s'élaborer à partir des trois grands principes de la doctrine sociale de l'Église: la dignité humaine, l'accès de tous aux biens matériels et du plus grand nombre possible à la propriété privée, l'économie au service de l'homme et de tous les hommes. Ni le capitalisme libéral ni le socialisme marxiste ne respectent ces trois principes; s'ils en affirment un, c'est souvent au détriment des deux autres, presque toujours du premier.

La tâche des économistes, des sociologues, des penseurs et des hommes d'action, c'est précisément

d'élaborer un système économique et social qui incarne ces trois principes et en assure l'harmonieuse application. Sans doute, dans les pays sous-développés, faudra-t-il commencer par le plus pressé, c'est-à-dire par satisfaire les besoins primordiaux de l'homme en tant qu'individu: nourriture, logement, vêtement, etc., tandis que dans les pays économiquement prospères l'accent devra être mis sur la satisfaction des besoins de la personne, c'est-à-dire avant tout sur l'exercice de la liberté, de l'initiative, de la responsabilité, sur le libre service du bien commun.

Si j'avais un point spécial à signaler aux étudiants et aux intellectuels catholiques des pays sous-développés, il me semble que ce serait précisément de ne pas mettre tous leurs espoirs, ainsi que ceux des masses d'ailleurs, dans l'efficacité technique, mais de viser, au delà du rendement matériel, à l'efficacité proprement humaine, laquelle ne peut être atteinte que par l'épanouissement de l'esprit sous toutes ses formes dans l'individu d'abord, puis dans toutes les communautés sociales et politiques qui naissent de la sociabilité humaine. En d'autres termes, ce n'est pas sur le plan du progrès matériel et technique que la doctrine sociale de l'Église peut entrer en concurrence avec les autres doctrines comme le marxisme ou le libéralisme, c'est sur le plan du progrès social et humain, sur le plan des grands principes déjà énoncés: respect de la dignité humaine, accès pour tous aux biens matériels et service de l'homme par l'économie. Les autres doctrines peuvent être techniquement et matériellement plus efficaces, mais leur efficacité se paie d'une dévalorisation de la personne humaine, et souvent même d'un état de servitude imposé à une bonne partie de la population.

On voit par là ce que l'on peut et doit attendre de la doctrine sociale de l'Église, ce qu'elle offre d'essentiel et d'original, et le travail qui reste à accomplir pour la compléter, ainsi que pour l'appliquer et l'adapter aux différentes conditions de temps et de pays. L'idéal qu'elle exprime n'est rien moins d'autre que celui de l'Évangile, mais prolongé et vécu jusque dans le domaine social. Ce n'est pas l'enrichissement à tout prix qu'elle préconise, mais une vie sociale ordonnée par les grandes vertus cardinales et théologiques, et susceptible du même coup de faciliter la pratique de la vertu, de favoriser la vie morale et spirituelle de la personne humaine. Il n'est pas donné à tous de saisir immédiatement la valeur d'un tel idéal, car les exigences corporelles obscurcissent souvent les appels de l'esprit, mais aux catholiques il ne devrait pas être permis d'oublier jamais quel est le véritable objectif à poursuivre, et de se reposer tant qu'il n'a pas été définitivement atteint.

Doctrine coopérative comme méthode de promotion

par **Rudolf Rezsö**

I. Les caractéristiques de la question

Le problème des régions économiquement non-développées, le plus grave et le plus important de notre temps parce qu'il implique l'avenir des deux tiers de l'humanité, est extrêmement complexe. Certains pays en voie de développement sont indépendants, certains sont encore des colonies ou vivent sous tutelle; l'Amérique du Sud est latine et, au moins nominalement, catholique, le Moyen Orient est musulman et l'Inde est une mosaïque de religions et de cultures; les climats, les coutumes, les institutions, les conditions démographiques, les régimes économiques présentent des variétés infinies.

Cette diversité prouve qu'il est impossible d'établir jusque dans les détails des principes d'action universellement valables. Toute politique doit s'inspirer des conditions locales. Mais en même temps, il existe au-dessus des frontières de nombreux traits communs qui caractérisent tous les territoires économiquement non-développés. A cause de l'identité des situations les difficultés sont partout, dans leur généralité, de la même nature et, par conséquent, les solutions proposées doivent aussi, en dernière analyse, découler d'un certain nombre de principes généraux communs.

L'étude présente n'a pas pour but d'élucider une action concrète, menée dans une région définie. Elle cherche à réunir un ensemble cohérent de postulats, de valeur générale, qui répondent aux besoins communs exprimés dans tous les pays en voie de développement et qui doivent guider une action efficace.

Pour trouver ces postulats, il est bon de tracer préalablement les faits qui sont à la base de l'universalité du problème.

1. **Au point de vue économique**, les régions non-développées sont caractérisées par la vie infra-humaine des masses: la sous-alimentation est chronique, la mortalité est particulièrement élevée, les conditions de logement sont déplorables, bref, toute l'existence est entachée d'insécurité et de misère. Les régimes économiques sont primitifs, à productivité faible, dépendant très fort des conditions naturelles, surtout du climat. S'il existe des industries ou des entreprises minières, elles forment un secteur clos, situé en marge de la vie du pays, profitant aux propriétaires étrangers et aux magnats locaux. Même ainsi, les richesses naturelles sont peu exploitées. La grande majorité de la population est, pour la plupart, agricole, mais les paysans cultivent la terre avec les mêmes procédés que leurs ancêtres il y a des siècles. En de nombreux endroits, même ce stade n'est pas encore atteint: la chasse, la pêche, l'élevage nomade ou la cueillette prédominent. Certains pays pratiquent souvent un système de monoculture et dépendent ainsi fatalement des fluctuations du marché mondial.

2. **Au point de vue de la formation humaine**, la situation n'est pas plus brillante. L'analphabétisme règne. Les hommes sont imbus de nombreux préjugés et de superstitions. Ils n'envisagent pas une évolution de leur état, ils considèrent leur condition comme inchangeable et naturelle. Ils n'ont pas le sens du travail raisonné, méthodique, ayant pour but le dépassement perpétuel de l'existant. L'idée de progrès n'a pas encore pénétré les masses. Les civilisations y sont de nature stagnante.

A cet état d'esprit correspond naturellement un état politique et social où les excès et les inégalités abondent.

3. **Au point de vue politique**, des êtres ignorants peuvent facilement être dominés. Une population inerte ne saurait être associée aux décisions concernant la vie de la communauté. Faute de traditions démocratiques et de maturité politique dans les larges couches populaires, même les pays disposant de dirigeants bien intentionnés, manquent d'institutions solides et d'administrations efficaces. Les fonctionnaires sont lents et parfois corrompus.

Dans ces conditions comment s'étonner de l'instabilité des pays nouveaux et des mouvements insurrectionnels dont ils sont le théâtre ?

Nous sommes dans un véritable cercle vicieux. En dernière analyse, l'instabilité est due au sous-développement. Mais la disparition du sous-développement est conditionnée par la création d'institutions stables et compétentes. Il faut donc briser quelque part ce cercle étouffant.

Une autre maladie sévit dans les pays neufs: le nationalisme. Depuis la guerre, 700 millions d'hommes dans 19 nations nouvelles sont arrivés à l'indépendance. Cette naissance entraîne des douleurs. Le nationalisme se manifeste par une passion exagérée pour les valeurs et même les défauts de la race ou de la patrie, par l'animosité et parfois même la haine de l'étranger et par un complexe d'infériorité non avoué mais réel en face de l'Europe.

Il prend des formes spécifiques d'après les régions ou les continents. Au Moyen Orient il est aussi animé par la haine des Juifs. En Asie, il est caractérisé par la foi en la mission historique des peuples asiatiques et par un sentiment anti-blanc. En Amérique latine, son élément dominant est la fierté qui n'admet pas la critique, même à l'égard des situations les plus malheu-

M. Rezsö est professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et rédige la Revue du Centre Catholique International de Coopération. Les articles de M.M. Rezsö et Folliet dans ce supplément ont paru dans cette revue.



reuses. En Afrique, il produit une sorte de négrophobie où tout est jugé en fonction du Noir, pris comme le centre de l'Univers.

Le nationalisme est doublement néfaste. D'abord, il instaure le culte de non-valeurs ou de qualités qui sont des valeurs, sans être dignes cependant d'une vénération pseudo-religieuse. Il heurte l'étranger et repousse les meilleures bonnes volontés. Prenant une forme économique, il isole le pays. Les nations qui frappent les avoirs étrangers de mesures arbitraires, les immobilisent, les confisquent ou les soumettent à des tracasseries bureaucratiques, ne peuvent pas s'attendre à l'affluence des capitaux extérieurs.

Le nationalisme est encore néfaste, parce qu'il fausse les véritables problèmes. L'argent de la communauté est dilapidé dans de folles dépenses de prestige et dans l'entretien d'une armée démesurée qui attire plus de calamités qu'elle n'en fait éviter. Et tout ceci évidemment au détriment des investissements économiques les plus indispensables.

4. **Au point de vue social**, les structures sont anachroniques dans les territoires non-développés. Nous y trouvons souvent la coexistence d'un supercapitalisme — basé parfois sur le pétrole, parfois sur l'industrie lourde, parfois sur l'industrie alimentaire (Amérique centrale) — et d'un système rural féodal d'une aristocratie foncière. Mais de toute façon les différences sociales sont énormes: d'un côté, nous voyons une mince couche de possédants, disposant de la majeure partie des richesses, de la culture et des leviers politiques, et de l'autre côté, nous rencontrons la masse indigente et inculte, vivant dans un état de dépendance complète à l'égard de la classe dirigeante.

5. Malgré ce bilan défavorable, nous devons relever un dernier point et qui, à lui seul, est capable de contrebalancer le poids des facteurs incitant au pessimisme. Malgré l'apathie et la misère, partout les **hommes commencent à s'éveiller**. Des aspirations à plus de bien-être, à plus de liberté, à plus de sécurité, au développement des valeurs spirituelles, culturelles et nationales, soulèvent les pays. Aujourd'hui ce n'est qu'une petite catégorie qui est touchée, mais demain ce sera la masse. Les progrès de l'alphabétisme, les journaux, les cinémas permettent aux hommes de voir ce qui se passe dans le monde, de faire des comparaisons et de prendre conscience de leur propre sort.

Si, de nos jours les réactions de ces peuples sont encore plus inconscientes que conscientes, il y a là des énergies immenses à capter, à canaliser, à amener vers des objectifs grands et humains.

II. Les fausses solutions

Le problème des territoires non-développés a été pris en considération par les principales forces qui gouvernent le monde et des solutions ont été avancées. Celles-ci, d'une façon simplifiée, peuvent être ramenées à trois types fondamentaux: la solution envisagée dans les cadres du capitalisme, la solution proposée par le communisme et l'aide apportée par les organisations internationales.

La solution dans les cadres du capitalisme consiste à laisser à l'entreprise libre ou à l'Etat, agissant dans

l'intérêt des milieux d'affaires nationales, l'initiative de l'aide étrangère à apporter aux régions non-développées.

Il est incontestable que l'initiative privée a rendu aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine des services signalés. Les progrès économiques atteints par ces territoires, les équipements dont ils disposent actuellement, sont en grande partie l'oeuvre des capitaux étrangers et privés. Mais nous sommes loin de pouvoir prétendre que les méthodes capitalistes libérales aient résolu tous les problèmes économiques et sociaux.

Le moteur du système capitaliste est le profit. Les détenteurs de richesses cherchent à employer leur argent dans les entreprises où les possibilités de gain sont les plus élevées. Ils investissent pour multiplier leurs fonds et non pas pour répondre à des besoins humains. Ainsi, ils ne financent pas les infrastructures, car celles-ci ne sont pas rentables, sauf si c'est absolument nécessaire pour exploiter une affaire plantureuse; ils évitent d'investir dans l'agriculture, à rentabilité faible. Or, les infrastructures et l'agriculture sont les deux postes-clés de la solution du problème de la pauvreté. Les capitalistes préfèrent exploiter des entreprises dont les produits sont recherchés sur les marchés occidentaux et assurent des revenus considérables. C'est ainsi que, d'après une estimation, de 1946 à 1951, 70% des capitaux placés dans les pays insuffisamment développés ont été investis dans l'industrie du pétrole.

Pour maintenir le taux de l'argent à un point élevé — les intérêts dans un pays non-développé peuvent monter jusqu'à 15—20% — les ouvriers doivent travailler pour un salaire réduit. Le capitalisme prolétarise. Non seulement dans le sens économique, mais aussi dans le sens spirituel du terme. En effet, par sa technique, par la création d'agglomérations ouvrières, il fait éclater les cadres sociaux anciens et détruit les mythes d'une civilisation devenue dépassée. Il ne remplace pas le monde révolu par un idéal nouveau. Il propage plutôt une atmosphère de matérialisme pratique et de lutte acharnée pour l'existence.

L'investissement sous la forme de l'initiative privée amène la domination étrangère. Comment les peuples pourraient-ils donc l'accepter? Admettrions-nous que nos mines, nos chemins de fer, nos usines soient dirigés par et en faveur des étrangers? De plus, il serait illogique de notre part de vouloir propager un capitalisme que nous sommes en train de réformer chez nous.

L'aide économique accordée par un Etat développé à un pays non-développé s'inscrit dans le système capitaliste, car son but principal est d'assurer aux hommes d'affaires de la nation donatrice soit un marché d'écoulement, soit un marché d'approvisionnement. Elle se colore de considérations stratégiques et est toujours assortie de conditions politiques. L'exemple du pays qui consacre les plus fortes sommes à l'aide à l'étranger illustre bien nos constatations. Les Etats-Unis envoient leurs dollars dans les pays où leurs nationaux ont des intérêts vitaux et qui sont leurs alliés ou dans les pays qui fournissent des garanties de leur attitude politique.

L'aide gouvernementale laisse intactes les structures sociales du pays bénéficiaire, elle ne touche donc

pas au véritable problème. Par contre, elle peut porter atteinte à l'indépendance de la nation secourue. Et même si elle entraîne des effets, ceux-ci ne sont pas en proportion des nécessités, car il n'existe dans aucun pays un plan d'aide à long terme et les montants destinés à ce poste du budget sont méthodiquement diminués par les législateurs.

La solution communiste s'inspire d'une doctrine et cherche non pas l'amélioration du niveau de vie dans les pays que l'Union soviétique se propose d'aider, mais leur conquête. La nouvelle politique de coexistence pacifique lancée par l'URSS a pour but de faire pourrir le capitalisme sans violence et de convertir au communisme les pays neutres ainsi que les territoires qui se trouvent dans la sphère d'intérêt occidentale.

Ce n'est pas cependant par la voie de la distribution de secours massifs que le Kremlin désire parvenir à ses fins. A cause de la course aux armements et de la nécessité d'investissements gigantesques dans le bloc communiste, les Russes n'offrent ni dollars, ni livres sterlings, mais participent à des constructions, fournissent des équipements, des marchandises. Ainsi, le pays aidé reste commercialement lié au camp soviétique chez qui il doit procurer les pièces de rechange et le personnel technique. Il rembourse le prêt en matières premières ou en sa propre monnaie, s'acquitte donc de sa dette plus facilement, tout en créant des courants commerciaux permanents. L'assistance technique est particulièrement développée. Les cadres sont déjà assez nombreux en URSS et les techniciens envoyés initient leurs élèves non seulement à la science, mais aussi à la doctrine communiste. Les instructeurs militaires sont, à cet égard, particulièrement efficaces, car dans les pays où ils sont nombreux, ils forment les jeunes officiers, souvent maîtres de l'opinion publique du gouvernement.

La doctrine communiste peut fasciner les pays non-développés. Elle est puissante, combative, disciplinée et efficace. Elle est une mystique capable de soulever les masses qui ne la connaissent pas suffisamment. Elle est une pensée universelle qui prétend savoir résoudre tous les problèmes mondiaux et en particulier ceux des pays arriérés. Les transformations intervenues dans les régions retardées de l'Union soviétique même, les efforts gigantesques de la Chine ne laissent pas sans impressionner les dirigeants afro-asiatiques. Et les communistes ne cachent pas sous le boisseau leurs réalisations. Ils sont généreux en bourses d'études et en invitations. En même temps, ils orchestrent magistralement chaque acte posé dans l'intérêt des pays non-développés. Qu'il s'agisse du soutien des aspirations d'indépendance des territoires coloniaux, ou de la simple remise d'un tracteur, tout se fait au nom du communisme. Ou souligne que le communisme seul épouse la cause des pauvres et qu'il est seul capable de les sauver.

Si nous nous opposons à l'avance et à la pénétration soviétiques ce n'est pas parce qu'elles menacent des situations stratégiques occidentales ou le système économique capitaliste. Nous voulons endiguer le communisme parce que nous croyons, expérience à l'appui, qu'il anéantit certaines valeurs fondamentales, trésor commun de toutes les grandes civilisations, ainsi surtout la liberté et le respect de la personne. S'il est en

mesure de produire des résultats matériels, c'est au prix de sacrifices immenses et de l'instauration de l'esclavage.

De nombreux esprits distingués et généreux militent en faveur d'une aide par **la voie des institutions et des fonds internationaux**. Ils sont d'avis que seuls les organismes internationaux sont à même de fournir des prêts désintéressés et d'éviter de blesser la susceptibilité des nations débitrices.

En théorie, la formule internationale est tentante. Elle a déjà à son actif des réalisations intéressantes. Toutefois, en pratique, vu l'ensemble des besoins mondiaux, elle semble inopérante. Les causes principales en sont doubles.

D'abord, les fonds dont disposent les organisations internationales sont une goutte dans la mer des nécessités. Ces fonds proviennent des Etats membres. Or, les grandes puissances préfèrent utiliser au service de leur politique nationale l'argent qu'elles projettent de déboursier en Asie, en Afrique ou en Amérique latine. L'aide pour elles a pour but de maintenir sous leur influence ou d'attirer dans leur sphère commerciale ou idéologique le pays soutenu. Par conséquent, elles ne confient aux organismes internationaux que des sommes relativement modiques.

Ensuite, tout comme l'aide gouvernementale bilatérale, l'aide internationale laisse les structures sociales inchangées. Un exemple éclairera suffisamment notre pensée. Il est question en Iran d'une région où la terre est cultivée par des fermiers et possédée par des grands propriétaires. Le premier but de l'assistance technique fut d'améliorer les procédés de culture. Grâce à l'utilisation d'insecticides, on parvint à doubler la production du blé en trois ans. Qui en a profité ? La coutume veut qu'un cinquième de la moisson aille à celui qui possède la terre, un cinquième à celui qui fournit les semences, un cinquième à celui qui fournit l'eau, un cinquième à celui qui fournit les bêtes de somme et un cinquième à celui qui cultive la terre. Puisque les semences, l'eau et les bêtes étaient fournies par le propriétaire, il disposa des $\frac{4}{5}$ des produits du sol et c'est sa situation qui fut renforcée par l'aide.

L'assistance visait aussi à améliorer les rendements, par l'emploi intensif d'engrais. Le paysan comprit facilement les avantages de la nouvelle technique, sans vouloir l'appliquer. En effet, les propriétaires font valoir un système de rotation annuelle des terres et tout l'effort déployé par le fermier profiterait l'année suivante à son remplaçant.

III. La solution doit être politique

Une étude rapide des continents permet d'affirmer que ces régions, exception faite de quelques territoires vraiment démunis, ont des possibilités naturelles réelles pour accéder à une vie meilleure, et certaines sont même pourvues de richesses latentes exceptionnelles. Déjà à l'état actuel de leur mise en valeur, ces richesses pourraient apporter des améliorations immédiates. Si les „royalties” payées par les puissances pétrolières n'allaient pas gonfler les comptes des différents souverains arabes à la Banque d'Angleterre ou n'étaient pas englouties par les dépenses d'armement, elles suffi-



raient largement à équiper rapidement un pays comme l'Irak ou l'Arabie séoudite. Divisées par tête d'habitant, elles donneraient environ 8.000 dollars annuels à Koweït et à Bahrein, territoires limités, il est vrai. Les pays non-développés fournissent aux États-Unis 93% de sa consommation de caoutchouc, 67% d'étain, 74% du manganèse, 77% du chanvre, 99% du diamant industriel, 69% du cobalt, 96% du chrome, etc. Dans ces mêmes régions „riches” la moyenne des revenus par habitant est de 120 dollars par an et la moyenne de la longévité ne dépasse point 36 ans....

Pour résoudre le problème des territoires économiquement non-développés, il ne manque donc pas de possibilités et d'énergies. Il faut seulement une organisation, une réforme des structures et du savoir-faire pour permettre leur mise en valeur. **Le problème est donc essentiellement politique, avant d'être économique.**

C'est le pouvoir politique seul qui peut réaliser les transformations sociales indispensables — et la plus importante entre toutes, la réforme agraire —, c'est lui qui permet de mettre directement au profit du pays les entreprises étrangères, c'est lui qui est à même d'empêcher les détenteurs de capitaux nationaux de faire fuir à l'étranger leur avoir et de les obliger à le faire fructifier au bénéfice de toute la communauté, c'est lui qui est capable de faire front commun avec d'autres gouvernements au boycott éventuel des puissances frustrées de leur trop grand pouvoir économique, c'est lui qui est capable de construire les infrastructures, de planifier le progrès dans le domaine économique, culturel et humain, c'est lui qui permet de réaliser les libertés fondamentales et d'assurer le fonctionnement normal de toutes les institutions.

La clé de la solution c'est donc la conquête du pouvoir politique. Ceci signifie, pour les pays nominativement indépendants, l'accès des forces partisans d'une réforme saine et légitime au gouvernement et, pour les pays coloniaux, l'association et la participation progressives des populations autochtones à l'exercice du législatif, de l'exécutif et du judiciaire sur toutes les échelles, aboutissant à une communauté d'États égaux. La preuve principale de la validité de nos opinions réside dans le fait que les seuls pays où il est déployé un effort sérieux pour réaliser des progrès dans l'intérêt du bien commun, sont ceux qui ont résolu ou sont en train de résoudre leurs principaux problèmes politiques.

IV. Les prémisses doctrinales de la solution

Partout où l'industrie et la technique se sont installées et les grands centres urbains sont nés, les conceptions du monde et les religions traditionnelles sont ébranlées. La vie matérielle a changé, elle s'est modernisée, elle est devenue plus saine. Mais le sens de la vie a disparu. La technique, l'hygiène, le standing de vie, l'impeccable organisation administrative sont les nouvelles idoles. Elles sont incapables de remplir l'âme humaine. Un vide se crée et c'est dans ce vide spirituel et intellectuel que prend place la religion politique de Moscou.

Il faut donc avant tout élaborer les valeurs de la société nouvelle. Une première réflexion doit porter sur la **fin de l'homme**. Seule une civilisation décadente

élude cette question. Les hommes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine trouvent rapidement l'ouverture vers le Ciel. Et c'est Dieu qui, en dernière analyse, donne un sens à toutes les préoccupations et à tous les espoirs.

Il faut proclamer ensuite la valeur infinie de la **personne humaine** — valeur en elle-même et porteuse d'éternité — et calquer toute la société sur ses besoins, établir toutes les institutions à son service.

Il faut bâtir sur les bases saines du passé. Sauver et étendre la **solidarité**; si elle était limitée à la famille, au village ou à la tribu, qu'elle embrasse désormais tout le peuple. Cultiver les coutumes valables, sauvegarder le style et l'originalité de l'expression philosophique, littéraire, artistique, tout en fécondant la culture nationale par l'apport de cultures étrangères.

La **justice**. Il ne faut pas une vertu spéciale pour la réclamer quand on vit opprimé. Il faut savoir la respecter, s'en inspirer, la rechercher encore dans la fortune. De même, la **liberté**. L'homme y aspire naturellement dans la servitude de la pauvreté et des tabous, mais il est tenté d'en faire un privilège après l'avoir conquise. Chaque citoyen doit avoir dans la liberté sa part de responsabilité proportionnée aux tâches qui lui sont dévolues d'après ses mérites et ses capacités.

Le **danger du matérialisme** guette tous les mouvements victorieux. Le mouvement social dans les pays non-développés est, avant tout, une lutte pour le pain. Les revendications portent sur le nécessaire, ensuite sur le bien-être matériel. Les premiers résultats enivrent, les prodiges de la technique émerveillent. Et l'homme s'habitue à la matière, il ne la dépasse plus. Or, il doit la dominer, la commander, s'en détacher. Ce n'est possible que s'il dirige son regard vers les choses essentielles. Les peuples nouveaux se noieront dans le matérialisme s'ils ne vont pas se nourrir d'Esprit.

L'**amour** est enfin le couronnement de tous les rapports humains. Tout doit être subordonné à l'amour, la science et le progrès aussi. Sans amour, nous aurons créé un drôle de monde où les hommes, vivant dans la sécurité et l'abondance, sont désespérés, tristes et ennuyés, tandis que dénudés et simples, ils étaient peut-être heureux.

En matière de doctrine politique, nous voudrions insister sur trois points: la nature éphémère de la colonisation, l'égalité des peuples et la démocratie.

À l'égard des territoires sous dépendance européenne, il faut proclamer le **caractère provisoire de la colonisation**. Celle-ci ne se légitime pas par une mission civilisatrice, car aucune civilisation ne peut prétendre en remplacer une autre. Elle est un mandat confié par la communauté humaine, un devoir de prise en charge, pour amener les autochtones à une vie plus épanouie, pour les aider à mettre en valeur des richesses inexploitées. Elle doit s'exercer en faveur du peuple colonisé. Elle doit cesser quand celui-ci est devenu apte à prendre son sort en mains. Il ne faut pas avoir peur d'abandonner, à partir d'un certain moment, un territoire dépendant: l'art de gouverner s'acquiert par l'exercice; les leçons peuvent coûter cher, mais il faut y passer.



L'égalité des peuples et des civilisations dans le concert des nations est un impératif politique particulièrement cher aux pays nouveaux. Toute civilisation apporte aux trésors communs de l'humanité sa part valable. Cependant, il existe des valeurs qui transcendent les civilisations. Et la religion catholique, c'est-à-dire universelle, est la seule qui accueille tous les hommes, égaux de nature et devant Dieu, et qui peut donner leur achèvement à toutes les civilisations, sans s'identifier avec elles. Elle contient le véritable et le plus noble fondement de l'égalité des peuples.

En parlant de la **démocratie**, que nous considérons comme le troisième pilier d'une doctrine politique relative aux territoires non-développés, nous devons faire d'abord une triple distinction qui éclairera nos considérations ultérieures.

Primo, la démocratie est une méthode d'organisation des institutions, plaçant l'origine du pouvoir entre les mains du peuple et garantissant l'exercice des libertés fondamentales; *secundo*, la démocratie est aussi une attitude, un esprit et une façon de faire et en tant que tels, elle signifie l'équité, la tolérance et le respect de la minorité; *tertio*, la démocratie est un moyen et non pas une fin.

Ces distinctions font entendre que la démocratie n'est pas un mythe ou une conception du monde et qu'elle peut être concrétisée de manières les plus variées. La démocratie occidentale n'est pas un modèle unique. On peut imaginer d'autres procédés, „démocratiques“ de l'investissement du pouvoir que le suffrage universel.

L'essentiel pour nous, ce ne sont pas les modalités juridiques, mais bien l'esprit et l'attitude démocratiques. Les Européens s'efforcent depuis le moyen âge à se créer une atmosphère politique respirable. Il est injuste dès lors de s'attendre de la part des peuples qui ont à peine quelques années d'indépendance, à une conduite exemplaire.

La voie vers l'emploi le plus juste possible des libertés est semée de difficultés. Le premier stade d'évolution peut être une sorte de démocratie éducative où les „sages de la nation“, s'il y en a, les Kemal Atatürk, les Nehru, ont une grande autorité et gouvernent d'une main ferme. Quand l'éducation de base est accomplie, quand le peuple sait mûrement peser les intérêts de la nation, quand les grandes lignes de la structure renouée de l'économie sont tracées, alors on peut évoluer vers une démocratie plus large, dont l'aboutissement est une démocratie parlementaire et sociale.

V. La méthode d'action

Créer dans le pays une civilisation nouvelle, basée sur des valeurs spiritualistes, réaliser son indépendance et en même temps lui assurer une place digne dans le concert des nations, cultiver les valeurs authentiques dont il est porteur, établir dans les faits les libertés fondamentales et vivre leur esprit, tirer le peuple de la misère, tels sont les objectifs à atteindre? **Comment?**

Le bouleversement révolutionnaire ou violent de l'ordre existant semble entraîner trop de risques. Non

pas qu'une insurrection ne soit légitime si tous les moyens pacifiques pour changer un régime injuste sont épuisés. Mais parce qu'il est rare qu'une révolution réunisse toutes les conditions d'un travail créateur juste et à résultat durable. Pour nous, un travail vraiment efficace, assainissant les bases de la société et créant une oeuvre durable, doit comporter un effort de longue haleine, une action basée sur l'interprétation réaliste des faits, une action juste et charitable, sans démagogie, une action en profondeur entraînant l'adhésion des masses et ne suscitant pas la haine.

Ce travail est donc progressif. Il consiste essentiellement à susciter sur le plan local, dans les dimensions réduites, des noyaux coopératifs qui entament à la fois l'oeuvre du relèvement économique et l'oeuvre de la formation culturelle, technique et civique, et à grouper ces noyaux dans un mouvement national qui les unifie, les guide et canalise leurs énergies croissantes vers la disposition des pouvoirs publics, nécessaire à la réalisation de la réforme sur le plan national.

Nous entendons par noyau coopératif l'ensemble des entreprises coopératives dans une région limitée et clairement déterminée. Cette région doit former une unité organique au point de vue géographique, économique, sociologique et démographique. Elle doit être reliée aux régions voisines et aux grands marchés du pays ou du continent par des voies de communication adéquates. Son étendue doit être en rapport avec la densité démographique et suffisamment réduite pour que des ressources, probablement modestes, puissent exercer une action de redressement sensible. Si les capitaux se dissipent en des emplois trop nombreux, sur un territoire considérable, l'effet heureux d'une infusion massive sur un point d'attaque bien choisie, se perd.

La région une fois délimitée, une coopérative se forme ayant pour but général la mise en valeur du territoire. Un capital initial est constitué, minime, mais suffisant pour charger un technicien coopératif qualifié, sociologue ou économiste, de mener une enquête dans la région. Cette enquête porte sur trois points capitaux:

1°) Les conditions économiques et humaines: le nombre de la population et sa structuration sociologique; la structure économique de la région; la situation du marché des biens, du crédit, de la main-d'oeuvre; les caractéristiques de ces marchés; les voies de communication, leur état, le coût de leur emploi; les rapports sociaux et politiques; les conditions climatologiques; les occupations de la population; son niveau de vie; son niveau de culture; son style de vie; son pouvoir d'achat, ses besoins essentiels, etc.

2°) Quels sont les besoins les plus urgents à satisfaire? Faut-il d'abord améliorer les rendements agricoles? Faut-il d'abord organiser et développer l'épargne? Faut-il, avant tout, créer des coopératives de consommation pour provoquer la baisse des prix des marchandises de première nécessité? Ou créera-t-on d'abord des coopératives de vente afin de valoriser les produits locaux? Faut-il commencer par réaliser un système d'irrigation? Faut-il fonder, en premier lieu, une ou quelques usines basées sur les matières premières de la région? etc.



3°) Quelles sont les possibilités localement présentes pour satisfaire les besoins constatés et à combien s'élèverait le montant d'un emprunt éventuel ?

Le technicien délégué conclut son enquête en indiquant le montant du capital à réunir, le nombre et la qualification du personnel technique à employer et la description des travaux ou des entreprises à réaliser, ainsi que le budget qu'ils nécessiteront.

Riche de ces indications, la coopérative doit choisir le genre d'entreprise à fonder, mener la campagne de propagande et d'éducation nécessaire pour amener des adhésions, réunir les capitaux et engager le personnel qualifié. Les capitaux consentis doivent être investis dans ce secteur économique que l'enquête préalable désigne comme étant un secteur-clé et capable à la fois de satisfaire les besoins les plus urgents et de produire des bénéfices. Dans une région l'entreprise à installer sera une usine d'engrais, dans une autre un moulin, dans une troisième une coopérative de vente des produits laitiers, ainsi de suite.

Les bénéfices seront répartis en trois parties. Une première partie servira à développer l'affaire et à établir des entreprises nouvelles. Une seconde partie sera destinée à créer autour du noyau économique des oeuvres sociales et éducatives: écoles, cours de formation, dispensaires, logements, auxiliaires sociales, stations médicales, mutualités. Il faut établir un parallélisme entre l'action économique et l'action éducative, qu'elle soit technique, civique ou purement humaine. Seule cette condition est à même d'assurer un développement harmonieux. Une troisième partie des bénéfices se transformera en intérêt payé au capital et servira au remboursement des prêts éventuels.

Avant de créer des entreprises nouvelles, il faut sérieusement les problèmes. Le principe conducteur doit toujours être l'urgence des besoins. L'initiative de l'action sera probablement prise par quelques personnes plus formées: un instituteur, un médecin, un avocat, un prêtre ou toute autre personne dévouée. Mais il faut constamment garder en présence les deux objectifs: la coopérative doit être démocratique — c'est-à-dire elle doit associer la population à l'oeuvre de son relèvement au fur et à mesure que le travail éducatif avance et que les entreprises se développent — et elle ne doit pas oublier qu'elle est le noyau d'un mouvement de réforme générale auquel elle doit contribuer de toutes ses forces, et le noyau d'un futur régime rénové.

Les noyaux locaux suffisamment enracinés et multipliés constituent une union nationale. Celle-ci est un organisme à activités multiples. Elle est une fédération des coopératives locales qui institue en faveur de ses membres des services que ceux-ci ne sont pas en mesure d'établir. Elle associe en un seul faisceau de forces tous les mouvements qui poursuivent la réforme des structures, non seulement les coopératives, mais également les syndicats et des ligues ou sociétés démocratiques de toutes espèces. Elle est enfin, et principalement, l'expression politique de tout le mouvement de renouveau qui combat pour mettre fin à l'état de sous-développement et cherche, dans ce but, à participer au pouvoir ou même à le conquérir.

Le schéma décrit par nous est, au fond, l'applica-

tion des expériences réalisées par certains mouvements ouvriers européens aux conditions qui prévalent dans les territoires économiquement non-développés.

Une dernière remarque s'impose. Nous ne nous berçons pas d'illusions. Malgré la disposition des moyens d'action politique permettant d'organiser l'exploitation des richesses du pays en faveur de toute la population, les problèmes ne disparaîtront pas d'un coup de baguette. D'après les estimations, une augmentation annuelle de 3% des revenus nationaux dans les pays non-développés nécessiterait un investissement de 15 milliards de dollars par an. Or, l'épargne annuelle de ces mêmes pays atteint à peine 4 à 5 milliards de dollars. Supposons que l'exploitation des territoires non-développés cesse progressivement. De toute façon, ceux-ci auront besoin pendant des décades encore (et surtout des pays surpeuplés et moins favorisés - comme l'Inde) de l'aide étrangère, aussi bien sous forme de capitaux que sous forme de techniciens.

Cette aide, qu'elle s'adresse à un gouvernement ou à un noyau coopératif, a un rôle auxiliaire à jouer: elle permet à une action de démarrer, d'être accélérée ou d'être achevée. Les changements de structure intervenus dans les territoires transformeront aussi les conditions dans lesquelles elle s'exercera. En effet, l'indépendance réelle du pays assurée, celui-ci ne devra plus accepter une aide assortie de conditions politiques. Tout au contraire, il se verra courtisé par les grandes puissances antagonistes.

Nous ne croyons pas qu'il faille jeter l'interdit sur une sorte d'aide quelconque. Qu'elle vienne de la part des instances internationales, d'un gouvernement ou de sociétés privées, c'est sans aucune importance, pourvu que certaines conditions soient remplies: (a) l'aide financière prend la forme d'un emprunt, et les sommes empruntées ne donnent droit au créancier à aucun titre de propriété dans les entreprises financées; (b) le remboursement de l'emprunt est fixé à un délai raisonnable; (c) l'intérêt de l'emprunt est fixe et limité.

En contrepartie, les créiteurs peuvent jouir de garanties exceptionnelles dont personne qui investit aujourd'hui dans une région non-développée n'est bénéficiaire. Des pouvoirs publics stables, démocratiques et honnêtes doivent être à même d'avancer des garanties sérieuses: observation stricte des accords et remboursement intégral et exact de l'emprunt, exemption de tout impôt et droit de douane, politique financière prévenant la dépréciation monétaire.

En matière d'aide technique, un renforcement sérieux des actions en cours est extrêmement souhaitable. L'ONU, l'UNESCO, l'OIT, l'Alliance coopérative internationale doivent développer des programmes plus considérables et plus efficaces. Surtout les coopératives des pays avancés doivent prendre leurs responsabilités. Il s'agit de réaliser des idéaux et de soutenir des organisations, qui leur sont chers. Puissent-elles contribuer en proportion de leurs forces à la réussite de la grande oeuvre de notre siècle!

R. REZSOHAZY

Pour une information plus ample, s'adresser à l'**Action Internationale de Développement Coopératif**, 51, Rue Eikenberg, WILSELE-LOUVAIN, Belgique.

L'ÉTUDIANT CATHOLIQUE FACE AUX TRANSFORMATIONS SOCIALES

par le R. P. A. Fonseca, S. J.



Chaque université doit tenir compte du milieu social qui l'entoure. Mais ce milieu change continuellement avec le développement progressif de notre civilisation technique. Il n'y a pas que l'Europe et l'Amérique qui soient impliquées dans ce processus de transformation sociale. La Chine et l'Inde, l'Indonésie et la Malaisie, les Philippines et le Japon, de même que le continent africain tout entier subissent l'influence de la machine et s'efforcent de s'adapter aux conditions d'une ère nouvelle; l'industrialisation est en train de révolutionner les méthodes de production, et les hommes espèrent qu'elle réussira à bannir la misère, la faim et la maladie, de même qu'à unir le monde dans une nouvelle confédération de tous les peuples.

Caractéristiques des transformations sociales

L'étudiant catholique doit se rendre compte des caractéristiques fondamentales de cette transformation. Mettons au premier plan les changements dans la géographie humaine: ils sont commandés par l'urbanisation croissante, jointe au courant ininterrompu d'immigration des régions campagnardes vers les grandes agglomérations urbaines. Dans un pays comme l'Inde, par exemple, qui est dans une phase d'industrialisation rapide, les gens affluent en grand nombre vers les villes, en quête de travail dans l'industrie, où les salaires sont bien plus élevés que dans l'agriculture. De 1931 à 1941, la population d'une ville comme Calcutta a augmenté du 81,2% et du 117% de 1941 à 1951. De même, la population de Madras s'est accrue du 118,8%, celle d'Ahmedabad du 154% et celle de Nagpur du 106% durant la même période de 1931 à 1951.

Ces mouvements de population entraînent des conséquences sociologiques sérieuses. Le transfert du milieu rural à l'usine impose à l'ouvrier une discipline de travail beaucoup plus exigeante. En passant de l'artisanat individuel à l'usine capitaliste, l'ouvrier devient un petit rouage d'une vaste machine. Déjà Léon XIII faisait remarquer que, de même que les matières premières entrent dans l'usine et en sortent transformées en produits industriels, l'ouvrier entre dans l'usine et en sort avili moralement et intellectuellement. Toute la vie émotive qui constitue le tissu de l'existence villageoise disparaît dans la société atomisée des usines, où l'homme se sent isolé et sans liens sentimentaux avec ses frères. Pour les catholiques qui émigrent d'une paroisse rurale, avec l'église au centre du village, le changement est énorme de se retrouver dans une zone urbaine, où ils auront très peu de contacts avec le prêtre et avec les croyants.

La ville et la campagne

Les villes, où la plupart des universités se trouvent, constituent un contraste violent avec les villages ruraux. Et c'est pourtant dans les villages où les vrais problèmes du sous-développement économique se posent dans des régions comme l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie ou les pays africains. La vie rurale est caractérisée par le demi-isolément des grandes familles; par les travaux agricoles variés, labourage,

élevage, travaux de récolte, c'est-à-dire par la variété du travail, au lieu de la spécialisation monotone de l'usine; par la simplicité et la frugalité des moeurs; par la solidarité familiale sous l'autorité paternelle que la tradition impose. Dans les villes, au contraire la famille n'est pas suffisamment équipée pour garder l'attachement de ses membres; la plupart chercheront en dehors de la famille un cercle de relations plus intéressantes. La famille ne couvre qu'une petite partie de la vie qui se développe hors du foyer.

La ville offre en revanche beaucoup plus de possibilités que le village de se développer individuellement. La ville en outre ignore les différences de castes et la ségrégation rigide que le régime des castes exige pour se maintenir. Les hommes peuvent monter ou descendre l'échelle sociale selon leurs propres mérites. La concurrence y est beaucoup plus sévère, mais la ville moderne offre aussi beaucoup plus d'amusements en même temps que de plus grandes facilités pour s'instruire, des installations sanitaires plus hygiéniques, etc. — sauf évidemment dans les bidons-villes.

Le changement de vie est plus radical encore pour les femmes, ce qui constitue un facteur très important de la transformation sociale. Enfin la ville domine socialement et économiquement la campagne environnante et c'est dans la ville que se développe la vie politique. Elle est le centre du gouvernement, la source de tous progrès intellectuels, grâce à la radio, aux journaux et aux moyens modernes de communication avec les masses. Elle est aussi le terminus de tous les moyens de transport, des hommes et des marchandises.

La civilisation industrielle

Tout cela, la ville le doit à la civilisation technique qui s'empara rapidement des peuples du monde. Mais sur quelle base cette civilisation a-t-elle été bâtie et quel est l'esprit qui la caractérise?

La civilisation industrielle est basée sur la science et la machine. La machine permet à l'homme de dominer la nature jusqu'à un point que l'on ne pouvait pas imaginer il y a cent ans. Tout notre futur progrès matériel dépend de l'amélioration des méthodes techniques. Mais le progrès tout court dépend de la rapidité avec laquelle l'humanité pourra s'adapter au nouveau mode de vie. On peut affirmer sans crainte que dans les pays sous-développés le problème vital n'est ni celui de la nourriture, ni celui de la surpopulation mais le problème de la rapidité avec laquelle ces pays pourront s'industrialiser et utiliser les machines les plus modernes. C'est là que réside leur seule chance de rattraper le niveau de vie des pays avancés et de libérer les masses de la faim, de la misère, de la maladie et de la mortalité infantile. Mais le passage d'une économie agricole primitive à une société industrialisée dans laquelle une large partie de la population travaille dans des usines est gros de

Le P. Fonseca rédige „Social Action”, publiée par l'Institut Social de Poona, en Inde.

dangers: tant de vie déboussolées, destruction de tant de foyers, bouleversement des mœurs et introduction de nouvelles valeurs culturelles et sociales, qui peuvent entraîner des fâcheuses conséquences morales et spirituelles.

L'„esprit technique”

Le Pape Pie XII a souvent parlé dans ses discours de l'„esprit technique” et il l'a décrit comme l'attitude de celui qui refuse de reconnaître l'action de Dieu dans la vie et la destinée de l'homme; qui affirme la suffisance de l'homme pour dominer l'univers; qui dirige sa vie à son propre gré et qui fait du progrès le but suprême de l'existence, à la place de tout idéal religieux et spirituel. L'esprit technique n'est rien d'autre qu'une forme de matérialisme.

La civilisation occidentale, dans laquelle la révolution technique s'est produite en premier, était tout de même imprégnée de valeurs chrétiennes. De sorte que la conception technique du monde n'a pas réussi à étouffer la semence de quelques idées chrétiennes. Ces idées sont la notion d'un Dieu personnel, un sens aigu de la dignité de la personne humaine, une juste appréciation du pouvoir de l'homme sur le monde matériel, le concept d'un univers dynamique dont le centre est l'homme et dont le but est en premier lieu de servir les besoins de l'homme et de faciliter son propre épanouissement. Malheureusement, ces valeurs, qui étaient le fondement même de la civilisation occidentale, ont été vidées de leur contenu chrétien, au point qu'elles coexistent maintenant avec le matérialisme athée ou des moins agnostique dans une synthèse confuse qui ne peut mener qu'à la catastrophe, car il n'est pas possible de tenir ensemble des valeurs qui s'opposent intrinsèquement les unes aux autres.

Réactions à la crise

Il est intéressant d'observer comment les pays sous-développés réagissent à la crise de leur ancienne culture provoquée par l'irruption de la civilisation moderne. Dans l'Inde par exemple, beaucoup de jeunes voudraient adhérer de tout coeur à la nouvelle civilisation, sans tenir compte de ses implications matérialistes et irréligieuses. Ils sont prêts à abandonner la foi de leurs ancêtres en échange des avantages matériels que l'industrialisation comporte. Il y en a d'autres qui, tout en désirant l'industrialisation, se cramponnent à leurs croyances et à leurs pratiques religieuses traditionnelles, mais ils se sentent déchirés entre leur vie intérieure et leur existence extérieure. Enfin il y a aussi la tendance de rajeunir les anciennes croyances, soit en les adaptant aux exigences nouvelles (mais seulement sur le plan social), soit en interprétant à nouveau leur idéal à la lumière de la pensée rationaliste moderne et du développement scientifique.

Les universités et la crise

Cette crise culturelle affecte profondément de nombreuses universités en Orient et en Occident et elles s'efforcent de trouver une solution satisfaisante. Ce n'est pas une tâche facile, car les attitudes et les croyances traditionnelles sont devenues une partie intégrante de la vie du peuple pendant des millénaires et ne peuvent pas être changées du jour au lendemain. De plus, lorsqu'on nous propose des solutions, elles n'ont guère cette clairvoyance que seule la tradition humaniste chrétienne peut nous offrir.

C'est ici l'étudiant catholique doit apporter sa propre contribution à la solution du problème. Il doit insister sur le caractère sacré de l'héritage social chrétien et il doit avoir toujours présentes les valeurs chrétiennes dans sa conception du monde. La notion de la personne humaine

comme un tout, qui a une finalité transcendante et pour laquelle la société existe — ainsi que Jacques Maritain l'a exposé avec force et lucidité —, doit être profondément assimilée et l'étudiant doit saisir toutes ses conséquences, comme fondement de la liberté humaine et de l'accomplissement de la destinée de l'homme. Le concept du bien être matériel conforme à l'enseignement de l'Eglise doit être affirmé contre le simple désir égoïste de plaisir et de confort. Le bien être matériel ne peut s'accomplir que dans le bien être spirituel, autrement il ne sert qu'à dépraver l'homme et à développer l'immoralité. Mais l'Eglise est parfaitement consciente que le milieu social et le développement spirituel sont intimement liés. Le développement sentimental et spirituel de l'enfant par exemple, dépendra dans une large mesure de milieu familial qui l'entoure. L'importance d'une bonne vie familiale stable; la prévention du divorce; un salaire qui permette une vie décente à toutes les familles; le traitement du jeune délinquant et du criminel d'une manière plus humaine; la conception de l'assistance sociale en partant du principe que ce travail ne doit que favoriser le libre développement de la personne dont on s'occupe, etc — toutes ces idées appartiennent aussi bien à l'enseignement social de l'Eglise qu'à l'effort de relèvement entrepris dans de nombreux pays sous l'égide des gouvernements.

L'étudiant catholique doit encore proclamer que le but de l'Etat est le bien commun et il doit étudier à fond le problème des rapports des pouvoirs politiques avec l'Eglise.

Enfin, l'étudiant catholique comme tout apôtre laïque, doit être conscient du rôle du laïc dans l'Eglise et dans le monde, et doit chercher à diffuser le levain de la doctrine sociale de l'Eglise non seulement dans l'université mais d'une manière générale dans le pays. Le monde a besoin d'une structure sociale nouvelle imprégnée des principes chrétiens et éclairée par l'Evangile: c'est en cela que consiste la responsabilité sociale de l'étudiant catholique.

Des faits et non des paroles

Dans les pays en voie de développement, où le christianisme n'est encore qu'à ses débuts, il ne servirait pas à grand chose de publier les principes de la doctrine sociale de l'Eglise si les étudiants et les autres catholiques ne prenaient pas une part active avec tous leurs frères dans l'effort pour renouveler les conditions de vie du pays. Les paroles ne comptent pas beaucoup si elles ne sont pas appuyées par des faits. Dans un milieu non-catholique, les pouvoirs séculiers attendent de l'étudiant qu'il consacre une partie de ses énergies au relèvement du pays, spécialement en se mettant au service des plus pauvres et des plus déshérités. Comment l'étudiant catholique pourrait-il rester à l'écart de ce mouvement et refuser de se salir les mains, avec le prétexte fallacieux qu'il n'est pas le gardien de son frère? Il nous semble au contraire, qu'il doit se placer à la pointe de ce mouvement et qu'il doit chercher à entraîner ses camarades étudiants, même non-catholiques, dans ses efforts humanitaires.

L'exemple du dévouement est le plus efficace. Plus nos étudiants catholiques participeront dans ces entreprises, plus ils montreront à leurs camarades que l'esprit chrétien n'est pas exclusif, étroit et auto-suffisant, mais un esprit vraiment humain, qui embrasse dans un même amour tous les hommes de toutes les races et de toutes les classes. L'esprit chrétien est celui qui doit le plus généreusement enflammer les hommes dans l'amour de leurs frères, précisément parce qu'il sait placer les événements dans leur véritable perspective, parce qu'il n'est pas découragé par les difficultés naturelles qu'il rencontre, parce qu'il aspire enfin à ce que les hommes acceptent librement et volontairement les valeurs qui lui tiennent à coeur pour construire un monde dans lequel règnent la justice et la charité.